

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 19, DIM. 20, LUN. 21 MAI 1979 - N° 919

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

**Bientôt 2 millions de chômeurs : C'est inacceptable ! Nous ne l'accepterons pas !**

Il y a quelques semaines, les experts du Commissariat au plan affirmaient froidement que dans les 2 ou 3 années à venir, le nombre de chômeurs, loin de diminuer, atteindrait 1 800 000. Autrement dit, en chiffres réels, on s'achemine vers beaucoup plus que 2 millions de travailleurs privés de travail, cela d'après les prévisions cyniques des patrons eux-mêmes !

Pour autant, le gouvernement et ses experts n'ont pas renoncé à limiter le nombre de chômeurs qu'ils reconnaissent comme tels. Ainsi, le rapport Farge sur l'ANPE devrait rentrer sous peu en application. Une de ses conséquences rapides serait de faire disparaître des statistiques 500 000 chômeurs puisque ne seraient plus pris en compte que les inscrits à l'UNEDIC ! Dans le même temps, on assisterait à un flicage accru des chômeurs : pour avoir droit aux indemnités, il faudra accumuler les preuves de ses recherches d'emploi ; de plus, il est question d'instituer des contrôles à domicile ! On peut donc s'attendre à de nouvelles campagnes contre les « faux chômeurs », dans la foulée de l'actuelle campagne contre le « travail au noir », financée à coups de millions ! Transformer les méthodes de calcul statistique, réprimer et pressurer davantage les chômeurs, c'est ainsi que la bourgeoisie compte lutter contre le chômage !

Mais quand on en arrive à près de 2 millions de chômeurs, et qu'on nous annonce froidement que ce n'est pas près de finir, comment accepter cette situation, la considérer simplement comme un mauvais moment à passer ? Bien sûr, ceux d'en face n'ont pas ménagé leurs peines pour diviser les travailleurs face au chômage : les immigrés doivent rentrer chez eux, les femmes retourner derrière leurs fourneaux. Pour les jeunes, il y a les stages Barre, pour les « vieux » les pré-retraites et même plus besoin d'aller pointer. Et pour les autres, des primes de départ comme à Berliet ou à Usinor, « qu'il vaut peut-être mieux prendre maintenant qu'on nous les donne, parce qu'après, ce sera la porte sans rien... » et pour ceux qui sont encore au travail, il y a le chantage à la fermeture... Assurément, les pressions ne manquent pas. Et c'est un fait que, globalement, aujourd'hui, la riposte face au chômage n'est pas encore à la mesure de l'attaque, aussi bien dans la prise de conscience de l'ampleur du chômage, que dans la mobilisation, les formes de lutte, les moyens à mettre en œuvre. C'est un fait qu'il n'est pas facile de se battre contre le chômage...

Pourtant, c'est aujourd'hui un enjeu essentiel, aussi bien pour les travailleurs à qui on refuse même la possibilité de vendre leur force de travail, que pour ceux qui restent dans les usines, avec des conditions aggravées : effectifs insuffisants, cadences accrues... Pourtant, malgré les difficultés réelles, existent dès aujourd'hui des facteurs positifs : depuis mars 1978, le poids qu'exerçaient les élections sur les possibilités de se battre s'est sensiblement affaibli : plus personne ne peut s'en remettre à un éventuel gouvernement de gauche, à des nationalisations promises, pour espérer sauver l'emploi dans la sidérurgie. Le triste exemple d'Usinor-Thionville est présent dans toutes les têtes, la fermeture était intervenue, sans que la lutte puisse se développer à quelque temps des élections. En même temps, la combativité apparue au cours de plusieurs luttes récentes, à Longwy, à Denain, à Nantes et ailleurs, a suscité un intérêt soutenu dans toute la classe ouvrière. Par le début de rupture que ces luttes ont marqué avec la longue période d'avant les élections, par les initiatives hardies qu'elles ont permises, elles ont mobilisé l'attention de milliers de travailleurs, parce qu'ils se sentent directement concernés, parce que dans plus d'une usine ou d'un chantier, ou au niveau d'une ville, on cherche les moyens de se battre, de sortir de cette situation où la bourgeoisie veut nous enfermer, nous étouffer. Toutes ces initiatives, pour certaines encore éparpillées, peu connues, il s'agit de les faire connaître largement : elles y gagneront en force, elles s'épauleront les unes les autres. Il faut briser le mur dont la bourgeoisie les entoure !

Non, il n'est pas possible de supporter que pendant que la bourgeoisie continue à afficher son mépris et son luxe, une masse de plus en plus importante de travailleurs soit privée de ressources. Comme ceux de Longwy, opposons à leur insolence la riposte qu'ils méritent.

Monique CHERAN

## SAUVAGERIE POLICIERE A LONGWY



La sauvagerie policière dans la nuit de jeudi à vendredi à Longwy a fait plusieurs blessés. Elle n'a d'égal que celle que les sidérurgistes de Denain (notre photo) avaient dû affronter le 8 mars de cette année.

Une fois encore, les CRS se sont déchaînés contre les travailleurs de Longwy, dans la nuit de jeudi à vendredi, faisant une dizaine de blessés, à coups de grenades au chlore !

A 20 heures, «Radio Lorraine Cœur d'Acier», brouillée depuis deux jours, annonce l'arrêt de ses émissions. Au même moment, les travailleurs de Longwy apprennent qu'au cours des négociations à Paris, le ministre du Travail a confirmé les 21 000 licenciements. Aussitôt, les sirènes d'Usinor-Longwy et de la Chiers se mettent à hurler. Un appel est lancé à monter au relais du Bois-de-Châ, avec les femmes et les enfants. C'est de ce relais que le brouillage de la radio de la CGT est effectué par FR 3. Les CRS le gardent. 15 000 personnes montent jusqu'au relais, souvent en famille.

Vers 22 heures, les CRS chargent à la grenade. Très vite, il y a des blessés : un syndicaliste CFDT aurait reçu une grenade au visage, un journaliste de l'AFP a été blessé à la jambe. Dès le début des affrontements, des renforts de CRS sont acheminés sur Longwy. Toute la soirée, les sirènes des entreprises ont hurlé. Jusqu'à trois heures du matin, les affrontements n'ont pas cessé. En ville, plusieurs banques ont été saccagées, de même que l'Hôtel des Impôts.

La CGT appelait à la grève dans le Bassin de Longwy, ce vendredi, pour protester contre les sauvageries policières.

Ce vendredi matin, les radios ne cessent de mettre en avant les promesses de créations d'emploi : 12 000 d'ici 1981 en Lorraine et dans le Nord, au total, peut-être, d'ici 1985, 17 000 ! Mais c'est bien 21 000 suppressions d'emplois que veut mettre en œuvre le patronat sidérurgique d'ici trois ans ! Pour les travailleurs de Longwy, les promesses faites au cours de ces négociations ne sont qu'une provocation de plus, sans parler de la présence policière dans leur ville et les environs.

On nous parle aujourd'hui de «plan social», de «créations d'emplois», et au même moment, on fait donner les CRS contre les sidérurgistes, contre des familles entières ! La population de Longwy dit non ! Le chômage, on n'en veut pas. C'est ce refus que la bourgeoisie ne peut tolérer, parce qu'il lui fait peur. C'est ce refus qu'il faut lui opposer partout !

EUROPE : SOLIDARITÉ DES PROLETARIATS ET DES PEUPLES

Meeting

Dimanche 20 mai à 14 h 30

Mutualité - Paris Métro Maubert-Mutualité (salle B)

AU PROGRAMME

- Intervention de sidérurgistes de Longwy, de Dunkerque, de RFA et du Luxembourg
- Intervention de paysans du Midi et d'Espagne
- Témoignages sur la lutte contre le chômage en France et en Italie
- Intervention d'un dissident des pays de l'Est sur les préparatifs de guerre de l'URSS
- Montages sur les luttes anticapitalistes et le danger de guerre en Europe
- Partie artistique : chanteurs, groupe musical

INTERVENTION DU PCR ml ET DU PCML

A l'appel du PCML, du PCR ml et de l'UCJR

# ÉCOLOGIE

BI-MENSUEL / 5 F / du 10 au 23 mai 1979 / n° 314

Si le PCF fait les yeux doux à un certain nombre de mouvements de lutte, il reste fondamentalement hostile au mouvement antinucléaire. Ce qui n'est pas sans lui créer quelques difficultés. Pourquoi une telle attitude ? Voici les explications fournies par Didier Anger, dans le dernier numéro bi-mensuel *Ecologie*.

Qui a dit que :

— « Nous serions pour le retour au temps de la lampe à huile et de la marine à voile ».

— « Être contre le nucléaire, c'est être criminel ».

— « Il faut bien accepter les déchets étrangers à La Hague, cela nous rapportera des devises ».

— « Profitons des retombées économiques des grands chantiers de La Hague et de Flamanville ».

— « La construction du 6<sup>e</sup> sous-marin à l'arsenal de Cherbourg c'est une bouffée d'oxygène pour l'emploi ».

C'est le Parti communiste français qui se substitue à la droite pour mener, en Nord-Cotentin, la campagne pro-nucléaire.

Alors que 18 organisations (dont la CGT) disaient s'opposer à l'arrivée des déchets étrangers à La Hague, et en particulier au débarquement des déchets japonais en décembre 1978 et janvier 1979, le PCF faisait campagne dans les entreprises contre les actions engagées, et

en fin de compte, la CGT s'opposait... à toute grève des marins-pêcheurs, des dockers du port de Cherbourg, des cheminots, s'opposait... à toute manifestation d'opposition au débarquement et au transport (une manifestation symbolique suffisait, disait-elle, le soir, après le travail).

Et pendant les cantonales, non seulement le PCF s'est fait le propagandiste forcené du nucléaire en Cotentin, mais encore, à Beaumont-Hague près de l'usine de retraitement et de la poubelle atomique, alors qu'au second tour il ne restait plus en concurrence que le notable de la « majorité » pro-nucléaire et un écologiste, il prônait l'abstention. La candidate antinucléaire ne devait être battue que de 300 voix.

Or, cela n'est pas une position locale. C'est la position adoptée, après la descente — à l'automne 1978 — d'un pont de national pour remettre en ordre une fédération qui, à la base, se posait des questions sur le nucléaire. C'est la position de Georges Marchais en Bretagne, près du site de Plogoff. Qu'est-ce qui fait donc courir le PCF après le nucléaire ?

La timide condamnation de l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie en 1968, la remise en cause idéologique du concept de dictature du prolétariat, l'intervention contre la répression psychiatrique en

URSS, la tolérance de la présence de certains intellectuels contestataires (Eisenstein) pourraient faire croire à un glissement vers l'indépendance du parti par rapport à Moscou, vers une social-démocratisation nationale, voire nationaliste. En réalité, seules les apparences changent.

Le PCF, dès ses origines, a toujours eu deux lignes politiques parfois contradictoires, parfois compatibles :

1 — la défense de l'URSS d'abord assimilée à « l'internationalisme prolétarien » et à la « défense du socialisme ».

2 — La volonté de s'emparer du pouvoir en France, d'où un certain nationalisme, un certain chauvinisme. (...)

En cas d'accession de la gauche au pouvoir dans quelques années, l'héritage du nucléaire peut être bon à prendre. Si la part du nucléaire devient majoritaire dans la fourniture de l'énergie, cela signifie qu'EDF n'est plus seulement monopole de l'électricité mais qu'elle tend à devenir monopole de l'énergie. Qu'EDF marche et l'économie française marche, qu'EDF s'arrête et l'économie française s'arrête.

EDF ce n'est pas seulement des technocrates, c'est aussi le contre-pouvoir de la CGT ultramajoritaire, donc en dernier ressort de la bureaucratie PC.

Le PCF compte sur le Tout-nucléaire Tout-électricité-nationalisé pour renforcer ses posi-

tions dans le rapport de force qu'il veut établir avec le PS dans l'éventualité d'une victoire de la gauche d'ici quelques années. Il est le meilleur soutien de la politique nucléaire des « Giscard-Barre », convergence historique avec le RPR sur l'Europe, convergence historique avec les Giscardiens sur le nucléaire à condition qu'il reste national. Voilà le compromis historique importé d'Italie et mis à la sauce française.

Mais la pilule est dure à avaler pour les militants de base dont divers sondages affirment qu'ils sont — de tous les partis — les plus antinucléaires. La direction joue des réflexes idéologiques que l'école du parti a profondément inculqués sur la science, le progrès, le secteur nationalisé plus propre et plus social. (...)

Il est difficile d'être pro-nucléaire et contre l'usine de La Hague qui est la pierre angulaire des programmes nucléaires, y compris celui de la France. Le PCF et la CGT hésitent actuellement entre le « non aux déchets étrangers », le « non aux contrats étrangers » (ce qui implique le non au retour du plutonium), et « l'acceptation de 20 % des déchets étrangers pour essayer le retraitement » (quel serait le choix des pays étrangers ?).

Ces positions sont difficiles à tenir, les contradictions difficiles à assumer. Ça passe mal dans les masses. Les écologistes sont politiquement plus forts que le

PCF en Cotentin. Et puis, « man-que de pot », le pouvoir commence une enquête publique pour le quadruplement de La Hague, doublement pour les déchets étrangers.

La vraie question que les populations se posent, c'est : « Doit-on ou non étendre l'activité de l'usine de La Hague ? » et non pas : « Est-on pour ou contre les déchets étrangers ? », bien que toute la gauche, CFDT comprise, se soit pour Cherbourg alignée sur le PCF et la CGT. Il n'est pas impossible que le PCF ne balance à nouveau ses positions : la défense de l'URSS exige une condamnation de la politique giscardienne quant à La Hague. Mais quand ? Il y a des pesanteurs bureaucratiques qui font que les virages brutaux sont négociés longtemps à l'avance.

Ce qu'il faut savoir — au bout du compte — c'est que la direction se moque de « l'intérêt des travailleurs » et de « notre peuple de France », c'est que la base n'a rien à voir dans les décisions de la direction. Si un jour, la direction du PCF redevenait antinucléaire ou anti-Hague seulement, ce ne sera que dans l'intérêt de la bureaucratie internationale, comme aujourd'hui elle est pro-nucléaire dans son intérêt national propre.

L'intérêt des travailleurs et des populations, c'est de rejoindre la lutte antinucléaire sur le terrain et l'écologie politique.

## Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

Les travailleurs sont privés de tout droit de regard sur un organisme qui les concerne pourtant au premier chef, la Sécurité sociale. Dans cet organisme, FO et CNPF règlent leurs comptes.

Depuis douze ans, FO et le CNPF (le patronat) géraient ensemble — et très tranquillement — un budget de 140 milliards de francs (la moitié de celui de l'Etat), à savoir la « caisse maladie » du régime « salariés » de la Sécurité sociale. Et, tout d'un coup, voilà que rien ne va plus, des cadres supérieurs démissionnent ou sont virés, la « politisation » de la Sécu est mise en cause. Bref, elle s'en va de la caisse.

Tout a commencé avec un gros vilain mensonge par omission : Simone Veil et tout le gouvernement — suivis par la plupart des gazettes — ont embouché les trompettes du déficit du régime « salariés ». Tout ce petit monde oubliait juste de préciser que ledit régime serait largement bénéficiaire s'il ne « transférait » (c'est l'expression consacrée) 5 à 6 milliards vers les autres caisses de Sécu. Résultat : sur fond de déficit plus ou moins bidon s'est développé un sain climat d'accusations réciproques de mauvaise gestion...

Le président de la caisse maladie du régime « salariés » est, depuis douze ans, élu avec le concours des voix du patronat : il s'agit d'un secrétaire confédé-

ral de FO, c'est devenu sa chose, à cet homme. Rien ne peut plus se faire sans lui ou contre lui. Et notamment pas le travail des hauts fonctionnaires qui font marcher la boutique.

### EN CARTE

C'est précisément un polytechnicien, chargé de la gestion administrative et des ordinateurs, François Turlot, qui a mis le feu aux poudres en démissionnant, le 10 mars dernier, avec lettre ouverte à l'appui. Il y expliquait brutalement qu'il était gêné dans son travail par les interférences politiques en provenance de FO, du CNPF et du gouvernement. Et il ajoutait dans le style inimitable des têtes d'œuf : « Au

niveau de la Caisse nationale, la politisation est plus forte encore, et son personnel sait bien que celui qui a la bonne carte syndicale, celle du président, a, toutes choses égales par ailleurs, de meilleures perspectives d'avancement que celui qui ne l'a pas ». C'est net.

Le directeur général de la caisse, un certain Christian Prieur, n'a rien trouvé de plus élégant que d'expliquer par un coup de fatigue la lettre accusatrice de son adjoint démissionnaire. Mais il faut croire qu'une épidémie ravage actuellement la Sécu : ces derniers jours, Prieur lui-même, le directeur général de la Caisse, était considéré comme démissionnaire.

### ACCIDENT DU TRAVAIL

Pour améliorer le climat, un autre fonctionnaire important de la Sécu a été viré récemment pour cause de mauvais esprit. Il s'agit, cette fois, d'un ingénieur général de l'armement, Michel Darmon, qui dirigeait un certain « Institut national de recherche et de sécurité ». Ce rigolo s'était mis en tête d'enquiquiner sérieusement les patrons avec des problèmes de sécurité sur les lieux de travail. Manque de pot, c'est un « élu » du CNPF qui préside l'institut en question : le CNPF a donc décidé, avec l'assentiment de FO, de virer le directeur gêneur. Vive la cogestion.

## 30 JOURS D'EUROPE

Le bruit fait autour de l'élection du 10 juin est sans commune mesure avec l'intérêt véritable du Parlement européen. A preuve ces explications fournies par une revue dont la fonction est pourtant de vanter les mérites des institutions européennes.

Quel est le volume des importations européennes de tapioca en provenance de Taïwan ? Est-il exact que 5 millions de kilos de sébastes ont été détruits en Allemagne en 1978 ? Quel est le loyer par mètre carré de l'immeuble de la Cour de justice européenne à Luxembourg ?

Non, il ne s'agit pas d'un jeu radiophonique. Mais d'exemples de questions que les membres du Parlement européen ont posées l'an dernier à la Commission européenne. En tout, plus de 1 000 questions écrites, qui ont chacune reçu une réponse.

Quand on discute des droits du Parlement européen, élu au suffrage universel, on oublie souvent ses droits actuels. Celui de poser des questions en est l'un des plus importants : il permet au Parlement européen d'exercer un contrôle démocratique sur la marche de la Communauté.

Parfois, la Communauté n'a pas les moyens de résoudre les problèmes posés. Ainsi, lorsqu'un parlementaire italien demande ce que la Commission européenne peut faire pour mettre fin à la désorganisation des services postaux en Italie ou lorsqu'un parlementaire luxembourgeois demande comment elle compte mettre un terme aux abus de pouvoir de la police française, qui confisquerait les voitures de ressortissants français, légalement établis au Luxembourg et circulant en Lorraine avec des plaques luxembourgeoises.

La Commission européenne a peu de prise sur les administrations nationales. Mais le simple fait de voir ainsi exposés les abus ou les incapacités des bureaucraties de nos pays est souvent, pour les pouvoirs publics responsables, une incitation à y mettre fin.

Dans d'autres cas, au contraire, les anomalies signalées peuvent être redressées par la Communauté, et la Commission européenne s'y emploie, alertée qu'elle est par un parlementaire.

Voici un exemple du contrôle exercé par les parlementaires

## Règlements de comptes à la Sécu

niveau de la Caisse nationale, la politisation est plus forte encore, et son personnel sait bien que celui qui a la bonne carte syndicale, celle du président, a, toutes choses égales par ailleurs, de meilleures perspectives d'avancement que celui qui ne l'a pas ». C'est net.

Le directeur général de la caisse, un certain Christian Prieur, n'a rien trouvé de plus élégant que d'expliquer par un coup de fatigue la lettre accusatrice de son adjoint démissionnaire. Mais il faut croire qu'une épidémie ravage actuellement la Sécu : ces derniers jours, Prieur lui-même, le directeur général de la Caisse, était considéré comme démissionnaire.

### ACCIDENT DU TRAVAIL

Pour améliorer le climat, un autre fonctionnaire important de la Sécu a été viré récemment pour cause de mauvais esprit. Il s'agit, cette fois, d'un ingénieur général de l'armement, Michel Darmon, qui dirigeait un certain « Institut national de recherche et de sécurité ». Ce rigolo s'était mis en tête d'enquiquiner sérieusement les patrons avec des problèmes de sécurité sur les lieux de travail. Manque de pot, c'est un « élu » du CNPF qui préside l'institut en question : le CNPF a donc décidé, avec l'assentiment de FO, de virer le directeur gêneur. Vive la cogestion.

## A quoi sert le parlement européen ?

La Commission européenne a peu de prise sur les administrations nationales. Mais le simple fait de voir ainsi exposés les abus ou les incapacités des bureaucraties de nos pays est souvent, pour les pouvoirs publics responsables, une incitation à y mettre fin.

Dans d'autres cas, au contraire, les anomalies signalées peuvent être redressées par la Communauté, et la Commission européenne s'y emploie, alertée qu'elle est par un parlementaire.

Voici un exemple du contrôle exercé par les parlementaires

européens sur la Communauté et de leur souci de protéger les consommateurs : un député français s'est étonné de ce que la Commission européenne entende empêcher des hausses abusives du prix des médicaments en créant un « Comité d'experts » (un de plus !), qui réunit les représentants des firmes pharmaceutiques qui fabriquent les remèdes, mais pas ceux qui les paient c'est-à-dire les malades, représentés par leurs mutuelles ou les organisations de consommateurs.

On le voit, la Commission européenne n'échappe pas à la critique parlementaire.

## Le Puy (Haute-Loire) GREVE DEPUIS 11 JOURS CHEZ SOLEILLANT (TEXTILE) CONTRE UNE DIMINUTION DE SALAIRE

Mardi 8 au matin, 75 % des travailleuses de la production sont parties en grève aux établissements Soleillant au Puy (Haute-Loire), avec leur section CFDT. Elles ont constaté sur leurs fiches de paie une diminution allant de 100 à 600 F. Elles savaient qu'une nouvelle grille de salaires risquait d'être appliquée, en même temps qu'une élévation du rendement. Cette grille a d'ailleurs été signée par FO, représenté dans la boîte, mais sans que personne n'en sache rien, à part quelques délégués. Les grévistes ont demandé une entrevue au patron, qui n'a rien voulu entendre...

Mardi 8 mai, en AG, les grévistes décidaient de bloquer la production, en installant un piquet de grève à l'entrée de l'usine. Un appel était lancé aux militants de l'UIS-CFDT pour renforcer ce piquet. A la rentrée du matin, les non-grévistes n'ont pas pu reprendre le travail. Soleillant, le patron, n'a pas pu rentrer dans son usine. Le lendemain également. Soleillant a fait constater par huissier qu'on l'empêchait de rentrer. Mercredi matin, l'affaire était passée devant le tribunal, et vendredi, le tribunal ordonnait l'«expulsion par les forces de l'ordre des occupants des locaux». Or, les grévistes étaient à l'extérieur, au piquet, et non en occupation !

Toute la journée, les grévistes ont attendu une intervention obligeant la

levée du piquet. Et ce n'est que le mercredi 16 mai au matin que les flics sont intervenus, après la fin des travaux du Conseil Général, réuni jusque là au Puy.

Le piquet de grève a été maintenu pendant tout ce temps là, même la nuit, car les grévistes craignaient que Soleillant embarque du matériel ou une partie du stock. Il refusait de négocier tant que le piquet de grève n'était pas levé. Ce que les grévistes n'acceptent pas, car ils le connaissent fort bien : il continuerait à faire la production par les non-grévistes, et ferait traîner la négociation.

Le 16 mai, après l'intervention des flics permettant la reprise du travail par une partie de non-grévistes, un appel a été lancé à tous les travailleurs du Puy pour venir manifester le même jour leur solidarité aux

grévistes et leur refus de l'intervention des forces du désordre.

### LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS DU PUY

«Accepter ce qui se passe chez Soleillant aujourd'hui, c'est accepter le plan Barre, pour son application dans toutes les autres entreprises». Un appel est également lancé pour des débrayages dans la journée. A 13 heures, 250 travailleurs répondent à l'appel des grévistes. Une motion est votée, pour demander aux UD-CGT, FEN et FO de faire l'unité avec les travailleurs et la CFDT de Soleillant face à cette répression, et d'appeler les travailleurs à débrayer massivement. Les UD CGT, FEN et CFDT acceptent de lancer un appel à un débrayage le lendemain, et à une manifestation.

Jeudi 17 mai, à la grande surprise de tout le monde, les flics avaient disparu, et Soleillant avait demandé aux non-grévistes de ne pas venir travailler pendant trois jours. Il faut dire que la veille, il avait été pas mal bousculé et qu'il devait craindre pour sa personne...

Les grévistes ont pris la parole au meeting de la Fonction Publique du

17. La manifestation qui suivait a pris la direction de l'Inspection du Travail où des négociations devaient démarrer à 11 heures. Le soir, nouvelle manifestation, depuis l'usine Soleillant jusqu'à la préfecture, où le préfet refuse pourtant de recevoir une délégation. Les grévistes et les travailleurs du Puy qui les soutenaient sont restés près d'une heure devant les grilles à scander : «De gré ou de force, nous garderons notre salaire ! A bas l'Etat des flics et des patrons ! Soleillant peut payer, Soleillant paiera ! Le préfet au rendement !».

Le soir même avait lieu un nouveau tour de négociations. Soleillant y a proposé quelques compensations de salaire pour les pertes du mois précédent, ainsi qu'une nouvelle grille, avec un nouveau rendement minimum imposé, dont les travailleuses ne veulent pas. Les grévistes doivent se prononcer ce week-end sur la poursuite de l'action, mais on voit déjà que Soleillant ne veut rien lâcher. Pour le faire céder, il faut maintenir la mobilisation chez Soleillant mais aussi la pression et le développement de l'action avec les autres travailleurs du Puy.

Corr. LE PUY

## MEETING UOP-LYON

Vendredi 11 mai, au palais du travail, près de deux cents personnes ont répondu à l'appel du comité Villeurbanne de l'UOP, en soutien à la lutte des sidérurgistes. Après qu'une camarade ait rappelé l'activité du comité UOP, et mis en relief les aspects exemplaires de la lutte des sidérurgistes et montré que la voie de la lutte existait à Lyon, des femmes de ménage de l'INSA expliquèrent leur lutte, leurs conditions de travail et dénoncèrent vigoureusement toutes les injustices qu'elles subissaient, la répression qui s'abattait sur elles et le soutien que leur apportent les étudiants. Elles furent très applaudies. Après le passage d'un montage diapos sur la lutte à Longwy, des sidérurgistes de Longwy et de Fos parlèrent eux-mêmes de leur lutte. Un débat animé s'engagea ensuite, abordant plusieurs types de problèmes : Ne devrait-on pas désertier les syndicats quand on voit ce qui se passe à la CFDT, comme la dissolution de la section de Dunkerque ?

Ce à quoi il fut répondu que non, aussi bien par les travailleurs de Longwy et de Fos que par ceux de la SNAV. Un camarade de la SNAV expliqua qu'il s'agissait plutôt de réfléchir au rôle que les travailleurs combattifs devaient

avoir dans les syndicats, en particulier en ce qui concerne le soutien et l'organisation d'actions efficaces ou la coordination avec d'autres boîtes touchées par les licenciements...

Plusieurs questions portèrent aussi sur la façon dont se posent les questions politiques. A Lyon, comme à Longwy ou à Fos, les camarades montrèrent qu'elles se posaient par rapport à la lutte : Comment obtenir le rapport de force, avec qui, contre qui ? Un camarade de Fos insista sur le fait que l'important est que les gars continuent dans la démarche de se battre. «La lutte fait changer beaucoup de choses, les gens et aussi les rapports qu'ils ont entre eux. Ainsi des gars de la CGT participent à des actions illégales alors qu'il y a quelques mois il était impensable qu'un seul désobéisse aux consignes syndicales. Ainsi, c'est dans le cours de la lutte que les travailleurs rejettent ceux qui se mettent en travers de leur chemin, comme cela a commencé à se faire par rapport aux tentatives de récupération du PCF».

A la sortie, une collecte a été organisée en soutien aux femmes de ménage.

Corr. UOP  
VILLEURBANNE

Sofralait  
(Paris)

## VICTOIRE SUR LES SALAIRES, MAIS LUTTE POUR LES 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE

Les lundi 7 et mardi 8 mai 1979, la majorité des ouvriers de l'usine Sofralait-Lactel de Paris entamaient un mouvement d'action avec grève sur le tas pour protester de l'importante réduction de salaires survenue à la suite des diminutions d'horaire. En novembre 1978, les travailleurs avaient obtenu une prime compensatoire de 100 F mensuel pendant 6 mois ainsi qu'une augmentation de 3 % ou 5 % (suivant les catégories) sur le salaire de base.

Début mai, avec l'augmentation du coût de la vie et la fin de cette prime mensuelle, certains travailleurs, notamment ceux des chaînes de conditionnement (mise du lait en bouteilles) étaient dans une position salariale très défavorisée (2 400 F mensuels au lieu de 2 700 F, 2 800 F en octobre dernier).

Ces deux jours de grève, mal ressentis dans certains services (mécanique et traitement) furent cependant un succès pour la majorité. Le 8 mai au soir,



comme il n'y avait encore aucun résultat aux négociations poursuivies avec la direction au cours de la journée, la CGT proposa la reprise momentanée jusqu'au vendredi 11 mai avec reprise du mouvement de grève si satisfaction n'était pas donnée aux travailleurs.

Le vendredi, satisfaction étant donnée aux ouvriers quant à l'augmentation des salaires, les patrons proposèrent 6 % + 2 % d'augmentation sur salaire de base de 2 400 F à 3 000 F, 3 % + 2 % sur ceux de 3 000 F à 3 500 F, 1 % + 2 % sur ceux de 3 500 F à 4 000 F.

Le travail reprit donc, ces propositions satisfaisant les travailleurs. Cette victoire ne nous fait pas oublier qu'un autre axe de lutte nous attend courant juin, à savoir la réduction du temps de travail à 40 heures, sans perte de salaire.

Corr. SOFRALAIT

## Foullon (Paris 20<sup>e</sup>) Lutte pour l'application des accords de mensualisation

Madame Oulh, embauchée en février 1968 chez Foullon (chocolaterie), est en arrêt maladie depuis septembre 1977. Elle reprend son travail courant mai 1978. Une semaine plus tard, elle est de nouveau arrêtée pour «prolongation de longue maladie».

En octobre 1978, Foullon, s'appuyant sur la Convention collective nationale de la chocolaterie (CCNC), met madame Oulh en demeure de reprendre son poste. A cette fin, il la convoque. Au cours de l'entretien, madame Oulh remet un certificat de prolongation de deux mois. Or, d'après la CCNC, une personne de plus de 10 ans d'ancienneté a droit à un arrêt maladie de 9 mois. Au-delà de ces 9 mois, le patron peut légalement demander à l'intéressé de reprendre son travail. Si celui-ci ne reprend pas dans les 10 jours qui suivent cette demande, le patron peut prendre acte de rupture de contrat de travail.

C'est ce que fait Foullon, qui prétend de plus ne rien devoir à madame Oulh, ne l'ayant pas licenciée !

La CGT demande alors, devant les Prud'hommes, le paiement des indemnités

de licenciement, se référant à l'accord de mensualisation des industries alimentaires (5/10 par année). Foullon s'en tient à la CCNC, selon laquelle les indemnités ne sont payables que dans le cas d'un accident du travail (nettement inférieures : 1/10 par année), et refuse de verser des indemnités à madame Oulh.

La CGT exige l'application de l'accord de mensualisation, car il s'impose à toutes les CCN comprises dans cet accord (notamment la CCNC).

Finalement Foullon sera condamné à verser des indemnités à madame Oulh.

Cet exemple n'est pas unique. Aussi la victoire remportée est-elle à populariser dans toutes les entreprises concernées par des accords de mensualisation que bien des patrons se refusent à appliquer !

## ELECTION EUROPEENNE

## ● Accord entre «régions-Europe» et le «rassemblement européen»

Les animateurs de la liste bretonne «Régions-Europe» et les dirigeants du «Rassemblement Européen» avaient conclu, jeudi 10 mai, un accord pour la constitution d'une liste commune. Cette liste comportera majoritairement les régionalistes et les écologistes de «Régions-Europe», et 27 fédéralistes. La nouvelle liste conservera l'intitulé «Régions-Europe» mais portera un sous-titre révélant la présence des fédéralistes. Elle sera conduite par Bernard Légrand, sénateur appartenant à la «gauche démocratique». L'ex-leader Edern-Hallier rétrograde à la troisième place derrière Wunen-Burger, président du Rassemblement Européen.

## ● Une liste fasciste

Le barrage institué par la loi électorale du 7 juillet 1977, a contraint le Parti des Forces Nouvelles et le Front National à mener campagne commune en dépit de leurs divergences. En tête de leur liste «Union Française pour l'Eurodroite des Patries» (UFEP), rendue publique mercredi 16, PFN et FN ont choisi de placer un personnage sans passé politique, Michel De Saint-Pierre, président du CREDO, association de chrétiens intégristes. Suivent Tixier-Vignancour, porte-parole du PFN et Le Pen, président du FN. Au-delà de ces trois fascistes notoires, c'est un ramassis de cadres supérieurs, de professeurs de faculté, de médecins, de quelques commerçants...

Notons la présence du premier directeur général de l'ANPE et de responsables d'associations les plus réactionnaires comme le comité de soutien à l'armée, Laissez-les vivre, Légitime défense, Initiative Nationale, CDR, UNATI... C'est le cavalier d'Orléans qui ferme le ban, un symbole pour cette liste qui comporte plus d'un cheval de retour.

## Giscard et l'Europe

## LA STRATEGIE DU CONSENSUS

L'angle d'attaque de la campagne des giscardiens sur l'Europe consiste à souligner les convergences existant entre les principales formations politiques sur la question européenne, l'objectif semblant être de faire apparaître les attaques contre la liste UDF comme excessives, partisans, donc dignes d'être rejetées par les électeurs. La proposition giscardienne de créer un intergroupe français dans l'Assemblée européenne va dans ce sens de souligner les convergences entre partis politiques. La fin de non-recevoir des trois autres principales listes vient rappeler que les élections à la proportionnelle, excluant des alliances, ne sont guère de nature à souligner les convergences, même lorsque celles-ci existent.

Les tenants de la liste UDF insistent lourdement sur les limites de l'enjeu des élections du 10 juin. «Nous avons toujours dit, écrit Lecanuet ce jeudi dans la publication quotidienne de l'UDF, que l'élection du 10 juin, prévue de longue date, n'avait pas d'enjeu de politique intérieure». Ce qui est vrai en partie : le gouvernement ne va pas sauter du fait de ces élections et même l'Europe ne s'en ressentira guère.

Il n'empêche, et la campagne en cours le montre largement, que les partis politiques bourgeois accordent une grande importance à ces élections pour mesurer leur impact électoral, et que s'agissant

d'un scrutin sur une question qui ne passionne pas l'électorat, les arguments échangés portent sur des questions de politique intérieure, plus facilement exploitables électoralement. C'est évident pour tous les partis autres que l'UDF, qui se trouve là en position assez gênée, devant assumer l'impopularité de la politique gouvernementale. En particulier, le PS y trouve une manière de se distinguer de la liste UDF : les divergences en matière européennes n'apparaissant pas de façon éclatante, il lui est facile d'attaquer sur des questions intérieures pour rappeler qu'il est tout de même dans l'opposition.

Le RPR rejette lui aussi,

cette tactique giscardienne. C'est ce que déclarait Chirac à Orléans, en réponse au discours de Giscard : «le scrutin du 10 juin ne peut pas être dissocié de la politique intérieure française et de l'indispensable redressement économique et social que les gaullistes demandent depuis trois ans». Il est effectivement plus facile de faire de la démagogie sur la situation économique et sociale que de se différencier de façon nette des giscardiens sur les questions européennes, où le RPR préconise une Europe confédérale, sans modification du traité de Rome, ce qui est également la position giscardienne, au moins officiellement.

## VOUS AVEZ-DIT CONVERGENCES ?

En effet, les convergences que Giscard fait remarquer entre les quatre principales listes en présence existent dans une certaine mesure : aucune des quatre listes ne propose le retrait de la France de la CEE, aucune ne propose non plus officiellement d'accroître les pou-

voirs du Parlement européen ou de modifier le traité de Rome. Et toutes, bien sûr, s'accordent pour s'engager à défendre les intérêts français dans cette Europe.

Malgré cela, les convergences ne poussent pas les trois autres partis à accepter la proposition giscardienne de constituer un intergroupe français au sein de l'Assemblée européenne, le RPR qualifiant cette proposition de gadget. C'est que, dans ces élections qui s'effectuent à la proportionnelle, où chaque voix compte, les partis ont tout intérêt à se singulariser les uns par rapport aux autres, même quand les convergences effectives apparaissent entre certains d'entre eux.

En particulier, les trois listes autres que celle de l'UDF ont intérêt, pour se démarquer de cette dernière, à l'attaquer sur sa politique intérieure.

La tactique de l'UDF, pour se démarquer des autres, consiste surtout à relativiser l'existence de ces démarcations.

François NOLET

Jeudi soir sur TF 1

DEBAT A QUATRE SUR L'EUROPE  
«A quoi ça sert?»

La première question posée aux quatre têtes de liste portait sur l'utilité de l'élection de l'Assemblée européenne. «A quoi ça sert?» interrogeaient les journalistes. Une question qu'on aurait pu poser à propos du débat. On peut penser que ça aura toujours servi aux orateurs à perfectionner leur diction et leurs effets oratoires. Pour le reste, les arguments commencent à sentir le rance.

Simone Veil toujours bredouillante, et dont les envolées enflammées sur l'Europe s'embrouillent dans un bafouillage qui les coupe net. La voix feutrée de Mitterrand, s'efforçant de garder le calme olympien qui sied aux hommes d'Etat, puis retrouvant une fougue bien maîtrisée pour évoquer, avec un semblant d'émotion dans la voix, la situation des «exploités et des opprimés». Le ton cassant de Chirac, tentant de s'adoucir pour expliquer d'un air paternaliste à Mme Veil ces matières européennes bien trop compliquées pour elle. Marchais goguenard, parlant

fort, écarquillant les yeux pour feindre de s'étonner ou fronçant les sourcils pour mimer l'indignation. Voilà pour le spectacle.

Pour les arguments, résumons. Pour Mme Veil, l'Europe c'est ce qui doit permettre de résoudre les problèmes que la France ne peut pas assumer seule. D'ailleurs, rappelle-t-elle, le niveau de vie en Europe s'est élevé depuis 20 ans. En quoi est-ce dû à l'Europe? Elle ne le dit pas, mais affirme qu'il faut continuer dans cette voie. Pour Chirac, le mal, ce sont les tendances à la supranationalité dont sont porteurs les centristes présents sur la liste Veil. Et de

partir bille en tête contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel, qui a été négocié quand il était premier ministre, mais, dit-il, derrière son dos. Une absurdité dont il aura du mal à se défendre, poussant l'énormité jusqu'à dire qu'il avait démissionné en 1976 à cause de l'orientation de la politique européenne de Giscard. Nouveauté surprenante : à l'époque, il n'avait jamais donné une telle raison pour expliquer son départ.

Pour Mitterrand, il aura été facile de coincer Chirac sur l'ambiguïté qu'il y a à

attaquer une politique qu'il mettait en œuvre hier et qu'il soutient aujourd'hui, ainsi que de lancer à Simone Veil : «Pourquoi feriez-vous à l'échelle de l'Europe ce que vous êtes incapables de faire à l'échelle de la France?»

Mais il aura été beaucoup plus ennuyé pour expliquer sa conception de l'«Europe socialiste». A quoi ressemblerait une telle Europe coincée entre les socialistes allemands qui

veulent une extension des pouvoirs du Parlement européen, et les travaillistes britanniques, plus que réticents à l'égard de la Communauté? Pour Marchais, enfin, les choses sont claires. Il est, puisqu'il le dit, le seul à défendre les intérêts des Français, des sidérurgistes, des paysans, des viticulteurs, tous électeurs potentiels. Et d'entonner un couplet très gaullien sur les «grandes ambitions» qu'il nourrit pour la Fran-

ce, et de prêcher le désarmement.

Tous ces messieurs-dames ont oublié une chose : l'Assemblée européenne n'a qu'un pouvoir consultatif ; même si tel ou tel de ces partis défendait les intérêts des travailleurs, ce qui n'est pas le cas, son intervention n'y servirait à rien. Leurs vraies motivations sont ailleurs : horizon 1981.

François NOLET

## Le droit à la parole

La grande inconnue de ce débat, c'était de savoir si Mitterrand y participerait. Il avait menacé de nous priver de ses effets de manche si Barre et Giscard continuaient à accaparer l'antenne sans contradicteurs. Finalement, Mitterrand est venu, mais pour protester avec le sens du théâtre qui lui est coutumier contre l'entêtement du pouvoir actuel à gouverner par le moyen de la télévision. Et Chirac d'emboîter le pas pour affirmer : «Je comprends l'indignation exprimée par Mitterrand, et je la partage sans réserve». Et quand il était premier ministre, comment ça se passait? Marchais d'embrayer pour rappeler qu'il n'avait «jamais été minis-

tre», et qu'il n'avait (donc?) «jamais coupé la parole à personne», «jamais eu la possibilité d'interdire la télévision à qui que ce soit». Cependant que Jean Edern Hallier, qui dirige une liste, créait un incident en intervenant sur le plateau, et en se faisant vider manu militari. Marchais et Mitterrand protestaient contre cette expulsion, mais n'en restaient pas moins en place pour profiter de leur temps d'antenne, pendant que Madame Veil et les journalistes de la télévision tentaient de se défendre de concert.

Il est vrai d'ailleurs que la gauche a moins la parole que la majorité à la télévision. Mais

qui a parlé ce soir-là de la scandaleuse sélection par l'argent qui empêche de s'exprimer les formations qui ne disposent pas de capitaux? Qui a parlé du coût de plusieurs millions de francs actuels de cette campagne, qui en exclut presque tous ceux qui n'entrent pas dans le cadre des quatre grandes formations?

Et qui a parlé enfin du silence de plomb qui est fait sur les travailleurs en lutte, dont on ne consent à parler de temps à autre que pour faire défiler ceux qui se prétendent leurs représentants autorisés, les leaders des partis de gauche et les dirigeants des confédérations syndicales?

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## SONDAGE : LISTE VEIL EN TETE

D'après un sondage Figaro-Sofres, les intentions de vote se répartiraient comme suit : liste Veil : 29 %, liste socialiste : 27 %, liste RPR : 18 %, liste PCF : 19 %, PSU + extrême gauche : 2 %, écologistes : 2,5 %, extrême-droite : 2,5 %. Par rapport au sondage précédent, la liste Veil recule de 1 %, celle du RPR progresse de 1 %. Les socialistes perdent 1 %, le PCF reste stable, ainsi que l'extrême-gauche. Les écologistes enregistrent une légère baisse.

# CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

## APRES LE 23<sup>e</sup> CONGRES DU PCF

### Attendre le 24<sup>e</sup> congrès ?

Tirer le bilan du 23<sup>e</sup> congrès exige de savoir à quoi on le rapporte. Pour les dirigeants du PCF, le congrès a bien sûr été positif, puisqu'ils sont parvenus à leur fin : donner l'image d'un parti unanime derrière sa direction. Mitterrand, lui, a trouvé les résultats «encourageants», puisque la porte n'est pas fermée à l'union avec le PS. Elleinstein est plus réservé : c'est, dit-il, un congrès «entre la glaciation et les tropiques», il y a du bon et du mauvais, en quelque sorte. Les journalistes bourgeois, après avoir enfourché le cheval de la «glaciation», sont tout aussi prompts à parler d'un congrès «ouvert», sans voir que cela faisait partie de la mise en scène.

Mais qu'en pensent les militants de base, qu'en pensent ces milliers de militants qui ont déserté leurs

réunions de cellules, qui ne collent plus d'affiches ? Qu'en pensent les militants de ces 100 cellules parisiennes qui n'ont même pas discuté du projet de résolution, les militants de ces 82 cellules qui ont voté contre, qu'en pensent tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont fait part de leurs doutes ou de leurs interrogations. C'est bien sûr à eux de répondre, mais c'est à eux que je voudrais m'adresser.

Rappelez-vous, camarades, la situation il y a un an. Vous étiez nombreux à critiquer la manière dont la direction du PCF rejetait l'échec sur le PS, et sur lui seul. Et que vous répondait-on ? Attendez le congrès de l'année prochaine, on en discutera. Résultat : la direction a répété avec force à Saint-Ouen qu'elle n'avait aucune responsabilité dans l'échec. Vous étiez nombreux à vous in-

terroger sur la démocratie interne, à réclamer que *L'Humanité* s'ouvre au débat. On vous répondait que ce n'est pas possible, mais que la discussion la plus large s'ouvrirait au moment du congrès. Résultat : non seulement *L'Humanité* ne s'est pas ouverte au débat, mais *France-Nouvelle* s'y est fermée. Quant à la discussion, elle a bien eu lieu, mais pour donner quoi ? Tout ce qui est passé au congrès résultait de la seule volonté de la direction.

Vous étiez nombreux aussi à demander un congrès extraordinaire. Louis Althusser et quelques autres avaient même rédigé un appel en ce sens. Ce congrès extraordinaire n'a certes pas eu lieu, mais le 23<sup>e</sup> congrès, qui s'est bien tenu, lui, n'a rien changé.

Enfin, vous étiez nombreux, camarades, à dire que vous attendiez le 23<sup>e</sup>

congrès avant de prendre une décision quant à votre présence dans le PCF. Et bien voilà, nous y sommes. La préparation du congrès a-t-elle démontré un progrès de la démocratie au sein du PCF ? Non, bien sûr. Autant que par le passé, le filtre des conférences a permis un congrès sans débat aucun. Et surtout, la ligne politique, celle que vous êtes obligés d'appliquer, n'a sur aucun point été élaborée par vous. A moins de se contenter de hochets, comme cette éventualité de tribunes de discussions dans *L'Huma*, quand la direction le veut, force est de constater que le centralisme bureaucratique reste bel et bien en vigueur dans le PCF.

La politique d'union de la gauche a-t-elle été modifiée ? Bien sûr, mais à l'évidence, la nouvelle tac-

tique d'union à la base et dans l'action n'est destinée qu'à occuper les militants en attendant une nouvelle alliance au sommet, le moment venu. La politique du PCF vis-à-vis de l'URSS et des pays de l'Est a-t-elle changé ? Si l'on répond oui, c'est pour dire qu'elle a été vers un alignement plus grand, comme en témoigne la manière dont Ponomarev a été acclamé au congrès.

La direction du PCF est-elle «plus ouverte» parce que Leroy a été remplacé au secrétariat par Gremetz ? Allons donc ! A part les journalistes bourgeois, qui pourraient croire que le remplacement d'un homme peut changer la politique du PCF ? Le «libéral» Paul Laurent n'est-il pas responsable à l'organisation, là où se trouvent les intrigues ? Et n'est-ce pas Plissonnier qui garde la haute-main sur le secteur

des cadres ? En vérité, il y a peut-être lutte à la direction du PCF, mais c'est une lutte de clans, comme au PS !

Alors, camarades ? Vous étiez nombreux à penser qu'il fallait que le PCF change, et vous avez lutté pour cela. Le 23<sup>e</sup> congrès est fini, vous n'avez pas la parole, et le PCF n'a pas changé. Il ne peut pas changer. Dès lors, faut-il attendre le 24<sup>e</sup> congrès, en appliquant aujourd'hui la ligne du PCF, qui soutient l'URSS, qui développe le chauvinisme, qui ne soutient les luttes que pour les récupérer à son profit, qui prépare une nouvelle alliance avec le PS aujourd'hui si décrié. Ne vaut-il pas mieux participer effectivement au combat révolutionnaire, et donc quitter le PCF ?

P.P. PARIS

## Le congrès du PCF : tout et son contraire

Le congrès du PCF aura surpris plus d'un commentateur. Annoncé par beaucoup comme un congrès de «glaciation», entendez comme un repli sectaire par rapport aux socialistes, une défense bec et ongles des régimes de l'Est, et une grande fermeté vis-à-vis des contestataires, convaincus d'être minoritaires, ce congrès a fait la place — également — à une réaffirmation de la ligne d'union de la gauche, à certaines critiques des régimes de l'Est sur la question des libertés, et à des offres de dialogue aux oppositionnels. Au point que certains journaux ont modifié du tout au tout leurs appréciations sur le congrès, au fil des jours où il se déroulait. Un exemple typique de cette incertitude d'appréciation étant donné par Elleinstein, déclarant que le congrès était intermédiaire «entre la glaciation et les tropiques», en somme aux couleurs de la France, pays tempéré.

Faut-il s'étonner des positions parfois diverses et contradictoires issues de congrès ? Sont-elles le reflet de luttes de lignes politiques, comme se plaît parfois à le souligner une partie de la presse, en

tendant de mettre des noms sur les «courants» de la direction, au risque de prévoir l'ascension de tel ou tel, et éventuellement de sombrer dans le ridicule quand leurs géniales prédictions ne se réalisent pas ?

Il semble plutôt que l'affirmation de positions souvent contradictoires au sein d'un même texte réponde plus à une nécessité objective pour la direction qu'à un compromis au sein de celle-ci entre différents courants, le PCF ne fonctionnant pas comme le PS. Il faut plutôt considérer point par point les positions du PCF pour discerner quelle logique l'amène à tenir des propos à la fois chèvre et chou.

— Sur la question des rapports avec les socialistes, le congrès a réaffirmé les critiques portées contre eux, et les «illusions» qu'avait entraînées sur leur compte la signature du programme commun ; en même temps, le PCF rappelle sa volonté de s'allier avec le parti socialiste dans le cadre d'un accord pour parvenir au gouvernement. Il faut, pour apprécier la portée de ces prises de position, rejeter le point de vue distillé

ici ou là, selon lequel il s'agirait d'un compromis entre une tendance «sectaire» ou «stalinienne» (?) et une tendance «euro-communiste», «ouverte». En fait, la direction du PCF n'a d'autre choix que de manier à la fois le sourire et l'invective à l'intention des socialistes. Stratégiquement, il ne peut, pour parvenir au gouvernement, qu'en passer par une alliance avec le PS. La réaffirmation de la ligne d'union de la gauche n'est donc pas une simple clause de style : cette union se fera effectivement, «le moment venu», selon l'expression de Marchais. Ce «moment» sera «venu», soit pour le second tour des présidentielles, soit pour les législatives suivantes. Mais comme ces échéances ne sont pas immédiates, le PCF ne conclura pas d'accord à court terme avec le PS, l'expérience du programme commun lui ayant appris que de tels accords, conclus longtemps avant les échéances électorales, étaient plutôt de nature à renforcer la position du parti socialiste. Il lui faut donc, dans le laps de temps qui nous sépare des échéances décisives, regagner le terrain perdu, et

pour ce faire, critiquer à toute occasion le PS, pour tenter de se présenter, au moment de la conclusion de l'accord, avec le meilleur rapport de forces en sa faveur.

— Sur la question des pays de l'Est, un savant balancement est opéré entre l'affirmation du caractère «globalement positif» de ces régimes et quelques rappels de ses condamnations des atteintes aux libertés démocratiques dans ces pays. On a vu parfois dans ce congrès un «virage à l'Est» du PCF. En fait, si on compare le texte avec celui du 22<sup>e</sup> congrès, on constate une identité de vues : même balancement entre les critiques et l'affirmation d'un soutien et d'une solidarité avec ces régimes. De telles positions ne font que renvoyer à une contradiction dans laquelle se trouve prise la direction du PCF : elle doit tenir compte de la répulsion qui existe dans les masses vis-à-vis de ces régimes, et formuler des critiques sur la question des libertés, sous peine de faire perdre toute crédibilité au «socialisme démocratique» qu'elle nous promet pour la France. En même temps, elle ne peut mener trop loin la critique,

ces sociétés constituant, quoi qu'elle en dise, la référence de son modèle de société. Il est exclu qu'elle mène la critique jusqu'à dénoncer le caractère bourgeois des régimes en place, et la politique extérieure impérialiste de l'URSS. L'ambiguïté de la position qui en ressort dans les textes reflète une contradiction bien réelle, dont le PCF ne peut guère sortir.

— C'est également le cas de l'attitude par rapport aux militants du PCF qui n'acceptent pas la ligne de la direction. Une attitude ferme par certains aspects : les mesures sont prises pour que les militants critiques ne puissent pas être délégués au congrès, leurs thèses y sont violemment attaquées, déformées, accusées de «faire la manche au PS», et d'autres amabilités du même genre. En même temps, peu de temps avant la fin du congrès, Marchais lançait un appel au dialogue à ces militants. «Ouverture» ou «fermeture» vis-à-vis de ces militants ? En fait, un peu des deux, et il n'y a pas là de contradiction en cela. Dans un premier temps, la direction rappelle qu'elle garde les moyens d'avoir le

contrôle de l'appareil. Après que le congrès ait sanctionné ce fait — et il ne pouvait en être autrement — la direction a tout intérêt à proposer le dialogue avec les oppositionnels, pouvant espérer se concilier les moins critiques d'entre eux, en jouant par exemple sur l'ambiguïté des textes issus du congrès. Pas de concession sur le fond, mais une tactique en deux temps, pour réduire l'abcès de fixation.

En fin de compte, la ligne du PCF n'a pas changé à ce congrès, ses objectifs restent bien les mêmes. Dans une situation politique où la prise du pouvoir pour lui n'est pas une perspective immédiate, et où une contestation interne continue d'exister en son sein, il lui faut réserver l'avenir. Quant aux ajustements tactiques qui seront nécessaires plus tard, ils pourront toujours être justifiés par les textes du congrès, qui contiennent des thèses suffisamment contradictoires pour qu'on puisse se réclamer après coup de l'un ou l'autre aspect de chacun des points développés.

Un lecteur de Paris-20<sup>e</sup>

Le congrès de Brest de la CFDT a finalement donné à Maire la majorité nécessaire à la direction confédérale pour trois ans, même si cela s'est fait de justesse. Beaucoup de militants rentrés dans leur syndicat se disent aujourd'hui que la nouvelle politique confédérale n'a eu qu'une majorité fragile, circonstancielle, et bien plus grâce aux incertitudes de l'opposition que par sa propre crédibilité...

Tout heureux, les amis de Michel Rocard dans la CFDT ont conclu avec soulagement : «*Les opposants n'avaient pas de ligne de rechange à opposer*». Mais est-ce bien le cas ? Ce congrès confédéral ne marque-t-il pas, au contraire, l'émergence d'une opposition plus lucide et donc plus efficace à terme ? N'a-t-on pas jeté à Brest les bases d'une nouvelle gauche syndicale ?

Il est un peu facile, en effet, pour les partisans d'un tournant social-démocrate accentué dans la CFDT, de souligner l'apparente incohérence des votes hostiles à Maire. Car les chiffres sont là pour prouver au moins deux choses : l'érosion manifeste de la majorité confédérale au fil des années et la maturité croissante de l'opposition.

#### LES RECLS CONFEDERAUX

Il n'est pas inutile de constater l'évolution de la majorité confédérale, depuis le congrès de 1970 (celui où fut «*reconnue*» la lutte de classe, celui de l'après mai 68) jusqu'au 38<sup>e</sup> congrès de Brest.

De 1970 à 1979, Maire a tout bonnement perdu 35 % des suffrages ! Le rapport général de 1970 était adopté en effet par 92 % des militants, celui de 1973 l'était par 87 %, celui d'Anancy en 1976 par 66 % et celui de Brest par 57 % seulement des voix. Il va falloir bien des contortions pour trouver là autre chose qu'un désaveu croissant et une montée de courants oppositionnels. Et si l'on veut d'autres moyens de mesures, rappelons aussi que le secrétaire général Edmond Maire, élu en 1973 avec 21 950 voix sur 23 386 possibles et réélu en 1976 avec 21 240 voix sur 23 556, ne l'a été cette fois à Brest que par 18 959 suffrages sur 24 526...

Par ailleurs quand on prend la mesure de l'opposition manifestée à l'égard de la ligne confédérale, il est intéressant de constater l'évolution intervenue parmi les suffrages qui se sont refusés à la direction.

On peut remarquer alors que si, en 1976 à Anancy comme en 1979 à Brest, les abstentions demeurent stables (environ 12 % chaque fois), par contre l'accroissement de l'hostilité s'est marqué à Brest par une poussée des votes contre de 21,4 % à Anancy à 31 % cette fois. Cette évolution est significative... Elle témoigne, d'une part qu'Edmond Maire par sa volonté de convaincre, de marginaliser l'opposition, de la réduire à une caricature (réaliste et inconséquente) en a trop fait ! Des militants des fédérations jusqu'à inclus dans la majorité confédérale (EDF, transports, équipements, chimie...) ont exprimé des critiques sur les propositions confédérales, (*surévaluation des possibilités de négociations*), (*proximité vis-à-vis du PS*), (*refus de l'unité d'action avec la CGT*...). Dans l'ambiance tendue du congrès, Maire en a choqué plus d'un, lorsque il a rejeté énergiquement toute remise en cause sur le fond de la position confédérale (*«Nous n'avons rien lâché sur la ligne ni sur la rigueur*). Accusant tout opposant un tant soit peu virulent de vouloir «*faire de la confédération le bouc-émissaire des difficultés rencontrées dans l'action*», Maire a creusé un fossé entre les militants critiques et la majorité confédérale. Dès lors, il ne lui suffisait plus de signaler qu'il pouvait y avoir des «*oui*», mais dans cette majorité. Beaucoup en effet n'ont pas beaucoup apprécié de voir ramener leur hostilité à la nouvelle politique d'action à une «*ligne purement incantatoire*», «*stratégie de l'échec*», «*niant les contraintes*

de la situation... Et c'est sans doute en partie pour cela que les syndicats jusque là situés dans la majorité confédérale ont rejoint pour une fois l'opposition, votant contre ou s'abstenant.

#### BATAILLE DE CLASSE

La deuxième élément à prendre en compte pour apprécier la montée des votes contre le rapport général, c'est bien sûr la volonté de reprendre l'initiative sur le terrain des luttes. Bien sûr, le sens de classe et l'aspiration à agir contre la bourgeoisie ne sont pas l'exclusivité de l'opposition syndicale. Beaucoup de militants syndicaux sont sincères, soucieux des intérêts des travailleurs, et ont voté le rapport général, faute d'une claire alternative.

Mais il y a eu à ce 38<sup>e</sup> congrès une bataille de classe sur les 35 heures, et les partisans réformistes de Maire s'y sont comptés.

Car lorsqu'on examine les enjeux de Brest, force est de constater que le clivage qui va avoir le plus de sens dans la pratique syndicale de demain, c'est bien celui intervenu sur la compensation salariale ou non des 35 heures unanimement revendiquées. Pas après pas, la direction confédérale avait pour tant miné le terrain des discussions. D'abord par le choix même des amendements en débat : à plusieurs reprises (amendements 2.7 de la région parisienne et 4.8 proposé par la direction confédérale elle-même), les délégués se sont retrouvés devant un choix inacceptable ! Reconnaître l'importance des revendications dites qualitatives (pour le cadre de vie et notamment le développement des équipements collectifs) ou bien établir la priorité des revendications quantitatives et des avantages individuels ? Imposer la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail ou bien des compensations salariales ? Tel était le type de «*choix*» truqués proposés au congrès.

«*En somme*» disait un délégué de Franche-Comté, «*on ne nous demande pas si on a encore faim, mais si on préfère fromage ou dessert !*». Ce point de vue s'est fait entendre de manière plus formalisée mais d'autant plus critique par de nombreuses interventions (métaux Lyon 7<sup>e</sup>, Sécurité sociale Lille, commerce et service de l'Essonne, construction bois de Haute-Garonne...). «*La confédération doit dire qu'il n'y a pas de sortie de la crise sans rupture avec le capitalisme*» ont dit les délégués du Trésor ou d'Hacutex. Mais pour les syndicats de Rhône-Alpes et d'Auvergne, au nom de qui intervenait Jean-Claude Bazezoux, la confédération en voulant faire choisir entre le pouvoir d'achat et les revendications qualitatives, de fait partait du principe que la crise restreignait la marge de négociation de la bourgeoisie et que le syndicalisme devait en tenir compte. N'était-ce pas la porte ouverte alors à une gestion de l'austérité à l'italienne ?

Il y a donc eu contre ce risque une claire réaffirmation du rôle de classe du syndicat, que traduisent les 62 % rassemblés sur l'intervention de cet ouvrier de

# APRES LE 38<sup>e</sup> CONGRES CFDT : VERS UNE ALTERNATIVE CREDIBLE !



Michelin, secrétaire de l'Union régionale Auvergne.

Et en face qu'a-t-on trouvé ? Un curieux assemblage : toute la droite réformiste traditionnelle, celle qui pense que le capitalisme est trop fort aujourd'hui ; les partisans fidèles du recentrage, conçu comme une politique de tapis vert et de la priorité de la négociation sur l'action. Mais aussi les partisans de «*l'expérimentation sociale*».

«*L'étoile de Maire*», Yves Lichtenberger est monté à la tribune en personne pour exprimer le ralliement d'une partie de ce qui fut la gauche syndicale en 76 à une option réformiste «*de gauche*», à une révision en baisse des objectifs syndicaux au nom du qualitatif ! Secrétaire de la remuante fédération Commerce et Services (et ancien animateur du groupe «*Les cahiers de Maia*» après 1968), Lichtenberger s'est fait élire avec son ami Gérard Jussiaud de Besançon au Bureau national en se donnant l'image

#### L'intervention d'Yves Lichtenberger contre la motion d'ordre sur les 35 heures

L'amendement qui vous est proposé pose deux problèmes. Le premier c'est : devons-nous dans nos objectifs revendicatifs poser les 35 heures comme une revendication en soi ou comme une perspective ? Devons-nous faire un mètre de plus de bandelette qui s'ajoute au SMIC à 2 700 francs, à la retraite à 60 ans, à l'emploi pour tous, ou en faire une expérience concrète...

La deuxième, c'est la question de la compensation salariale. Bien sûr, tout le monde est pour la compensation intégrale quand on a le rapport de force de l'imposer. La question n'est pas là. Elle est : doit-on en faire un préalable en acceptant lorsqu'on ne peut l'imposer, de renoncer à nos objectifs de réduction de temps de travail, ou doit-on accepter que les travailleurs puissent discuter et avoir droit de décision sur ce point ?

(...) Rappelez-vous quand dans la plupart de vos branches industrielles nous étions encore à 48 et même 56 heures, comment s'est fait dans les années qui ont suivi mai 68, le retour d'abord aux 45 heures. Il y a bien peu

d'une aile gauche de la direction confédérale par ses positions d'avant le congrès. Aussi, au lendemain de cette promotion confédérale, le secrétaire de «*Commerce et Services*» se retrouvait-il apparemment le plus efficace aux yeux de la majorité confédérale, pour désorienter l'opposition et tenter d'en rallier une frange supplémentaire à Edmond Maire. Fort heureusement le congrès a réagi ! Il était vain de vouloir assimiler cette fois les 35 heures sans perte de salaire à une incantation, à un simple slogan pour banderole, comme l'a fait Lichtenberger au nom de tous ses nouveaux amis. Le congrès s'en est rendu compte, et l'a dit, conspuant le néo-rocardisme aux cris de «*Démagogues*» et «*la soupe*»...

Ainsi ont été comptés, au plus juste, ceux qui comprennent et pratiquent le recentrage comme une soumission aux difficultés et aux divisions orchestrées par

la crise parmi les travailleurs : 35 % de la CFDT, pas plus !

#### CONQUERIR UNE CREDIBILITE

Il s'est trouvé en fait suffisamment de syndicats pour dire (ou faire comprendre par leur vote) qu'en matière de recentrage il y avait bien mieux à faire ! «*Mettre l'action syndicale au cœur des préoccupations*», «*lever les obstacles aux luttes*», «*redonner aux travailleurs confiance en eux-mêmes*», «*unir pour reprendre l'offensive*» : tels sont les principaux points de repaire de ceux qui, au-delà des querelles d'amendements, ont voulu poser à Brest les vrais problèmes des travailleurs.

La majorité des délégués qui mirent ces préoccupations en avant se sont retrouvés dans l'opposition (dans les 43% hostiles à la résolution générale). Beaucoup sont issus de ce qui fut la «*contribution*» au 37<sup>e</sup> congrès d'Anancy : dirigeants et militants de Rhône-Alpes ou d'Hacutex, par exemple. D'autres comme l'Auvergne, ont globalement évolué entre les deux congrès. D'autres encore, se sont sans doute les plus nombreux, sont des militants de syndicats critiques appartenant à des fédérations dont par contre la direction est acquise en tout ou partie à Edmond Maire (métallurgie, FGTE, ou SGEN). Certains (à Interco, dans la chimie ou les Pays de Loire) ont développé des positions assez proches, tout en votant le rapport Maire. Souvent ils se sont par contre retrouvés réunis avec l'opposition réaliste sur le vote des 35 heures, avec l'UR Auvergne. Comment expliquer ce décalage ? Comment Edmond Maire a-t-il pu garder avec lui pour la résolution générale plus de 20 % des voix qui lui ont fait défaut par contre sur les 35 heures (de 57 à 35 %) ?

(...) La dissociation des deux problèmes (NDR : entre la revendication des 35 heures et la question des compensations), vise un objectif précis : on vote tous en cœur la première partie, et on fait bananer la deuxième, pour en faire le symbole de notre intransigeance et de notre absence de compromission avec le capitalisme. On rompt théoriquement avec le capitalisme, sans se soucier si cela facilite ou pas une rupture concrète avec son évolution...)

#### A PROPOS DE LA SUSPENSION DE LA SECTION D'USINOR - DUNKERQUE MOTION PRESENTÉE PAR LE SYNDICAT DE LA METALLURGIE D'ORLEANS

Etant donné la place qu'occupe l'industrie sidérurgique dans le plan de restructuration du gouvernement Barre, et sans présumer de la décision du syndicat de la métallurgie de Dunkerque concernant les problèmes internes et propres à la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, les délégués au 38<sup>e</sup> congrès demandent que Claude Bernard, élu délégué par son syndicat le 29 mars au congrès confédéral, puisse exprimer devant le congrès le point de vue des travailleurs d'Usinor Dunkerque et des métallos de la région sur le rapport d'activité, dans le cadre de la discussion générale.

Cette motion est soutenue par les syndicats suivants :

**Métallos (FGM)** : Orléans, Rennes, Vesoul, Belfort, Lyon 7<sup>e</sup>, Besançon, Dijon, Puy de Dôme, Gironde, Montpellier, Cheminots : Haute-Garonne, Paris Sud-Est, Paris Montparnasse, Villeneuve Saint-Georges, Paris Est, Pantin Noisy, Côte d'Or, Nantes-région, Syndicat des cheminots de Nantes, Paris Ouest rive droite Saint-Lazare, Perpignan, Dôle, Orléans. **Construction bois** : Lyon, Saint-Etienne, Mayenne, Côte d'Or, bâtiment Cambrai, Haute-Garonne, bâtiment Paris, Puy de Dôme. **Hacutex** : Haute-Loire, Cambrai, Fiers, Anancy, Valence, Béarn. **EDF - GDF** : GDF Nord Asnières, DER Nord Asnières, transport d'énergie Paris, Services centraux EDF-GDF, EGF Loire Atlantique, EDF Anancy, EDF Var. **Alimentation** : Région parisienne, Sarthe, Pays Fougereux. **PTT** : Haute-Garonne, Services postaux du Val de Marne, Seine Maritime, Hauts-de-Rhône, Indre et Loire, Cher, Indre, Var CNET-DAIL-SCTT. **Bouches-de-Seine, Yvelines, Administration centrale, Chimie** : Orléannaïe, Santé-sociaux : Hôpitaux publics Val d'Osse, Yvelines, Santé Seine-Saint-Denis, Sécurité sociale et Institutions sociales de : Haute-Savoie, Ain, Drôme-Ardèche, Rhône, Loire, Isère, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Bouches-du-Rhône, Santé Nord, Santé Haute-Garonne, Santé sociaux Loiret, Santé sociale Vienne, Santé sociaux Indre, Indre-et-Loire, Sécurité sociale Lyon, Côte d'Or, Santé Doubs, Bouches-du-Rhône, Ain, Santé sociaux Rhône, Haute-Saône, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Hauts-de-Seine. **Banques** : CDE, Crédit National, Crédit Foncier, Bouches du Rhône, S. N. Caisses d'épargne, Gironde, Equipement : Haute-Garonne, Synd. Dépar. Equip. Maine et Loire, Loire-Atlantique, Synd. Nat. CETE-Labos, personnels de la métallurgie nationale, Synd. Général du Ministère de l'Agriculture, Paris, Hauts-de-Seine, Rhône, Loiret, Côtes-du-Nord, Nice, DR Paris, SERP Paris, Côte d'Or, Puy-de-Dôme. **Interco** : S. Communaux du Val-de-Marne, S. des Préfectures et départements Val-de-Marne, Interco du Rhône, Communaux Morbihan, Interco Haute-Savoie, Communaux du Nord, Préfecture et départements Ile-et-Vilaine, Interco Doubs, Ain, Interco Haute-Loire. **Enseignants** : Enseignement privé du Pas-de-Calais, SGEN Académie de Lyon, Synd. général de l'enseignement libre du Tarn, SGEN Aix-Marseille, enseignement privé Rhône, SGEN Créteil, SGEN Rouen, SGEN Paris, SGEN Caen, SGEN Orléans Tours. **Services** : Syndicat parisien, Betor, Pub. région parisienne, Synd. Comm et Serv. Lille, Comm. Services Crédit Gironde, et Livry Nièvre, Commerce Le Puy, Comm. Serv. 94. **Employés** : S. Employés Interprof. de Roubaix-Tourcoing, Synd. national travail emploi, Synd. du Trésor, S. national des Impôts, S. national des Douanes, S. Services publics parisiens, S. de l'Administration centrale des Affaires sociales, Services du Premier ministre, Commissariat général du Plan. **FGA (agriculture)** : Salariés agriculture Mayenne, Nice et SNV. **CAUWET** Paris, Personnels de l'Aviation civile, S.N. des pers. du transport aérien privé, Synd. parisien ASS.

au 39<sup>e</sup> congrès conquérir une réelle crédibilité, ce qui est parfaitement à la portée de l'opposition ! Maire le sait. C'est même cela qu'il craint le plus pour l'avenir.

A quel prix une opposition crédible, une réelle alternative syndicale pourra-t-elle se concrétiser d'ici trois ans ? Il serait bien sûr difficile d'en décrire déjà nettement les conditions. Mais quelques traits déjà perceptibles à Brest sont à réfléchir sans plus tarder.

#### POUR UNE ALTERNATIVE SYNDICALE

D'évidence l'irréalisme politique et syndical, affiché en particulier par les courants trotskistes, s'est disqualifié : ceux qui croient que le «*radicalisme verbal*» peut remplacer la construction patiente du rapport de force ont nué à l'opposition syndicale et l'ont caricaturée au point que Maire a pu s'en servir, les accusant à juste titre de «*prendre le siège du CNPF pour les muralistes de Jéricho qu'on ferait tomber à coup de trompettes*».

Même si cette opposition là, a parlé haut et fort (en particulier par les syndicats de la fonction publique et PTT) elle n'a fort

heureusement pas pu se faire passer pour la totalité de la gauche syndicale et encore moins pour le noyau d'une alternative à venir. Il était temps !

Brest aura au moins servi à casser le jeu, mené depuis mars 78 notamment, entre un certain gauchisme (nostalgiques de la grève générale toujours attendue) et le syndicalisme de gagne-petit réformiste proné dans la majorité confédérale. Il y a désormais de la place pour les fédérations, les régions, et cette fois-ci les syndicats, qui sauront affirmer dans une même orientation alternative la voix de la lutte et celle du réalisme véritable, celui qui tient compte des difficultés pour mieux les surmonter, au service des travailleurs.

«*Brest, ce n'était plus le moment pour une contribution du genre de 76, mais c'était trop tôt pour se présenter unis sur une ligne et autour d'une équipe alternative*» disaient certains membres critiques du conseil national CFDT. «*Nous avons trois ans pour préparer des changements décisifs au 39<sup>e</sup> congrès*» répondront comme en écho, de nombreux syndicats décidés à défendre les acquis de lutte de classe !

## INFORMATIONS GENERALES

### Nucléaire : SCHMIDT COINCÉ

Le gouvernement régional de Basse-Saxe de RFA vient de confirmer son opposition au projet de construction d'un centre de dépôt et de retraitement des combustibles irradiés à Gorleben. Une décision sans surprise qui confirme le poids des écologistes allemands, bien qu'Albrecht, le gouverneur régional, ait prétexté un différend politique, — en l'occurrence il ne voulait pas porter seul le poids de la décision de la construction du centre —, pour construction du centre, pour tenter de minimiser l'action des écologistes fermement opposés à ce projet. Le premier mai, en effet, plus de 100 000 personnes avaient manifesté sur le site, et depuis cette date plusieurs dizaines d'entre elles restaient sur place pour empêcher les travaux. D'ailleurs le gouverneur régional confirmait en filigrane l'influence de ces démonstrations : «*En ce moment, une telle décision ne pourrait être imposée à la population*». Reconnaître avoir cédé aux écologistes eût été perdre la face et créer un précédent difficilement contournable. En fait, le chrétien-démocrate Albrecht se plaint d'avoir été lâché par les sociaux-démocrates, et n'a pas voulu jouer dans cette période électorale un éventuel prochain mandat. Les amis de Schmidt, pour des considérations également électorales, s'opposent localement au même projet.

Cette décision n'est pas sans poser quelques problèmes au «*chancelier atomique*» comme les écologistes se plaisent à dénommer Schmidt. Selon la Constitution allemande, la décision d'Albrecht ne peut être remise en cause. Or, pour que l'Allemagne développe son programme nucléaire, la réglementation lui fait obligation de disposer d'une solution pour le traitement et le stockage des combustibles irradiés. Voilà qui compromet la mise en route de trois centrales nucléaires en construction : Whyll, Grönde et Brockdorf. Reste à la RFA de se



Manifestation d'opposition à la centrale nucléaire de Whyll : une centrale sans combustible ?

reposer sur le centre de retraitement de La Hague, en attendant pour Schmidt de trouver un autre site. A moins de tourner la Constitution. Schmidt, mercredi, après la décision d'Albrecht, précisait qu'il restait «*rattaché au concept d'un centre intégré de retraitement et de stockage*». Il semble que pour l'instant seul Gorleben, avec ses mines de sel, conviendrait à ce concept. Albrecht lui-même reconnaît que le projet présente, selon lui, toutes les garanties de sécurité.

Quant à compter sur La Hague, ce n'est pas sans problèmes non plus. L'usine de la Cogema (filiale du CEA) a en effet quelques difficultés. Ses capacités de retraitement ne sont pas aussi élevées qu'elle pouvait l'annoncer. Son extension, jugée indispensable pour honorer les nombreux contrats avec les pays étrangers et le traitement des combustibles français, ne rencontre que l'hostilité de la part des populations environnantes et des écologistes, lesquels promettent de tout faire pour s'y opposer. Si ce dernier point se concrétisait quelque peu, nul doute

qu'il pourrait servir les écologistes allemands, en se référant à la réglementation : pas de traitement, pas de centrales, pas d'extension de La Hague, pas de retraitement suffisant des combustibles irradiés allemands, pas de centrales. Les anticnucléaires allemands se plaisent d'ailleurs à dire qu'en s'en prenant au stockage, ils pourraient mettre fin au programme nucléaire de leur pays, d'autant que les piscines de stockage en Allemagne arrivent à saturation.

Voilà qui ne va pas simplifier les choses pour Schmidt, au moment où le gouvernement français lui met des bâtons dans les roues en exigeant un droit de regard sur les combustibles retraités (cf QdP d'hier).

P.C.

#### Journée d'action de la fonction publique, journée d'action des lycéens

A Blois : les lycéens des deux lycées de la ville avaient décidé de faire du 17 mai une journée d'explications et d'action contre la réforme Beullac. Ils sont allés se joindre à la manifestation syndicale (environ 500 personnes) sous leurs propres mots d'ordre, dénonçant vigoureusement Beullac et l'avenir de chômage. Ayant obtenu un fin de manif la sono de l'UD CGT, ils ont expliqué les grandes lignes de cette réforme et montré en quoi cette lutte était partie prenante de la lutte contre le chômage.

L'après-midi, un fort groupe de lycéens, après avoir enfoncé les grilles du lycée Desseigne, réussit à organiser une AG et un débat dans cet établissement.

Correspondant

Nogent-le-Rotrou (Sarthe) : 250 personnes ont manifesté, en majorité des lycéens, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années. La volonté était grande des lycéens de ne pas être à la remorque des syndicats enseignants. Fustigeant Beullac et dénonçant l'avenir de chômage en particulier dans la région, cette manifestation a contribué à poser le problème : quelle unité pour faire céder Beullac ? Les lycéens réussissent à imposer depuis plusieurs jours leur présence dans l'organisation de cette journée aux côtés des syndicats enseignants et la Fédération Corne de parents.

Correspondant

#### ● Communiqué du SGEN académie de Créteil

Pour la libération immédiate de tous les condamnés du 23 mars, pour la levée des inculpations de ceux du 1<sup>er</sup> mai, pour l'abrogation de la loi anti-casseurs et de la procédure des flagrants délits, pour le respect du droit de manifester, les sections CFDT-Paris du syndicat du Trésor, CFDT centre de tri Paris-Brune, CFDT hôpital Laënnec, CFDT hôpital Boussicot, CFDT hôpital Thonon, le SGEN-CFDT de l'académie de Créteil, Paris, Versailles, appellent à la manifestation du 22 mai à 18 heures, place de la Bastille, avec le collectif national pour la libération des emprisonnés du 23 mars.

#### ● Deux jeunes travailleurs expulsés d'un foyer à Nantes : la politique dérange le directeur...

Parce qu'ils étaient parmi les plus combattifs du foyer de jeunes travailleurs Beaulieu à Nantes et qu'ils s'organisaient pour y apporter quelques améliorations, le directeur du foyer les a tout simplement expulsés. Ils se battaient notamment pour changer le règlement intérieur qui prévoit qu'au bout de 6 mois de chômage les résidents sont expulsés, même s'ils peuvent continuer à payer leur loyer, et aussi pour supprimer le forfait des petits déjeuners qui, consommés ou non, doivent être payés. En plus de ces actions revendicatrices, les résidents et les expulsés dénonçaient l'encadrement du foyer qui ne visait qu'à faire des résidents des travailleurs «*obéissants*».

Le directeur n'a pas du tout apprécié, et prétextant un chahut, expulsa arbitrairement les deux jeunes travailleurs. Pensait-il ainsi mettre fin à la contestation en intimidant les autres résidents ? Son but semble avoir échoué, puisqu'un comité de soutien s'est constitué pour exiger la réintégration des deux jeunes...

Correspondant

Dossier du Quotidien du Peuple

A trois semaines de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, la polémique bat son plein entre les quatre grands partis bourgeois.

Mais, pour ce qui est de l'enjeu réel de la journée du 10 juin, tout le bruit fait actuellement autour, ne doit pas faire illusion: cet enjeu est, on le sait, très limité.

Lorsqu'elles se concertent, les bourgeoisies européennes n'hésitent pas à envisager des mesures qui renforcent l'exploitation des travailleurs.

L'Europe capitaliste est donc bien incapable de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs.

Partant de là, nous voyons combien les polémiques sur l'Europe qui agitent aujourd'hui les grands partis bourgeois, servent à obscurcir les véritables problèmes.

Que l'on présente, comme Giscard, l'Europe actuelle, l'Europe capitaliste, comme le cadre miracle qui permettrait aux travailleurs de résoudre les problèmes qu'ils vivent dans le cadre national...

Alors que depuis plusieurs mois, des travailleurs de plus en plus nombreux ont engagé en France des actions résolues contre le chômage et les autres conséquences de la crise.

concernant directement la question du gouvernement en France, et qui pourrait être mise en avant pour tenter de canaliser le mécontentement des masses.

Les polémiques entre les partis bourgeois sur l'Europe obscurcissent une autre réalité qui intéresse au premier chef les peuples européens et leur avenir, ce sont les menaces de guerre des superpuissances qui multiplient leurs pressions sur l'Europe.

Juger de la construction européenne en ignorant la réalité des menaces extérieures qui pèsent sur l'Europe, en blanchissant la superpuissance soviétique qui est, aujourd'hui, la plus dangereuse.

ELECTIONS EUROPEENNES

Quelle mouche a piqué Marchais ?

Washington à ceux du maître et du valet en est un troisième. Il n'y a pas grande vraisemblance dans les arguments de la campagne anti-européenne du PCF.

A quoi sert la campagne anti-européenne ?

Reste à savoir le pourquoi de cette subite campagne.

Bien sûr, à l'approche des élections du 10 juin, le système de la proportionnelle encourage chaque parti à se différencier au maximum.

De plus, c'est pour rééquilibrer ses rapports de force avec le Parti Socialiste que Marchais cherche à refaire du terrain.

En 1970 Kanapa revendiquait... des pouvoirs plus étendus pour l'Assemblée européenne: «Elle doit pouvoir contrôler l'exécution du budget. Elle devra aussi être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la Communauté».

C'est donc à la demande du PCF que ces indications figuraient dans le Programme commun. Et, début 1977, la direction du PCF revenait brutalement sur l'opposition manifestée les mois précédents à l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne.

Or, dans le même temps, la poursuite et l'aggravation de la

diennne comme une liquidation pure et simple du potentiel économique et des bases de puissance de l'impérialisme français, c'est un premier abus. Préendre que la RFA «est actuellement dans une

situation qui lui donne les moyens d'asseoir son hégémonie dans tous les domaines en Europe occidentale» (Marchais au 23<sup>e</sup> congrès), en est un deuxième. Et réduire les rapports Bonn-

Washington à ceux du maître et du valet en est un troisième. Il n'y a pas grande vraisemblance dans les arguments de la campagne anti-européenne du PCF.

crise déterminent, dans certains secteurs de la classe ouvrière, le développement de mouvements combatifs. C'est ce qu'on avait vu le printemps dernier chez Renault, à Moulins; c'est ce qu'on voit aujourd'hui en divers endroits dans la sidérurgie. De sorte que les conditions nouvelles existent pour que dans des secteurs importants de la classe ouvrière, l'influence du PCF se trouve sérieusement remise en question.

En l'absence d'autre perspective...

Cinq années durant, le PCF a subordonné toute son intervention dans les luttes des masses à un objectif: parvenir au gouvernement dans le cadre de l'union de la gauche, dans le meilleur rapport de forces possible avec le PS.

Or, dans le même temps, la poursuite et l'aggravation de la

Silence sur le front soviétique

La campagne anti-européenne du PCF n'obéit pas seulement à des motifs autres que ceux qu'elle proclame. Elle contribue aussi à obscurcir des aspects très importants de la situation actuelle de l'Europe dans le monde.

Tels sont en effet certains aspects pratiques de cette «détente» si chère à l'URSS qu'elle s'évertue, à chaque voyage de Giscard, à lui en faire chanter les louanges.

crédible de défense de cette même indépendance nationale ?

Plus généralement, l'insistance mise par le PCF à condamner l'intervention des Etats-Unis en Europe, si elle recouvre une réalité indéniable, en masque une autre: celle des pressions multiples exercées sur les pays de la CEE par l'Union Soviétique.

L'Europe est-elle germano-américaine ?

Dans son rapport au 23<sup>e</sup> congrès du PCF, Georges Marchais vient de proclamer: «Notre parti dit résolument non (...) à l'intégration de la France dans un conglomérat ouest-européen et atlantique placé sous la haute tutelle des Etats-Unis et la domination directe de la République Fédérale d'Allemagne».

leurs sources fondamentales et stables d'accumulation, de financement, les acquis technologiques qu'ils traduisent, leurs liaisons avec l'Etat que la composition de leurs groupes dirigeants. Il en est ainsi des groupes multinationaux à base française.

N'est-il pas clair, dans ces conditions, que chaque bourgeoisie — et la nôtre en particulier — est amenée à rechercher la possibilité de disposer d'une base nationale — notamment économique — la plus puissante possible, de manière à faire face à la concurrence inter-impérialiste dans les meilleures conditions possibles ?

Les rapports de force France-Allemagne

Naturellement, ces efforts s'effectuent dans le cadre de rapports déterminés, qui peuvent amener, dans certaines circonstances, telle ou telle bourgeoisie à accepter une soumission à une autre, à divers degrés.

Il faut tout d'abord remarquer que, si l'écart entre la puissance des deux pays est notable, il n'est pas aussi grand qu'on pourrait l'imaginer: le produit intérieur brut de la France représente un quart de celui de la CEE, alors que celui de l'Allemagne en représente un tiers.

La base nationale du capital

Ceux qui, selon le PCF, organisent «le déclin de la France», ce sont «les groupes multinationaux». Or, Marchais lui-même vient de reconnaître à leur sujet: «Nous n'avons en aucune façon voulu dire que la bourgeoisie française renonçait à défendre ses intérêts propres. Les groupes multinationaux sont ainsi dénommés parce qu'ils sont constitués de capitaux émanant de différents pays.

la pour montrer la profondeur des réalités qui opposent entre eux les membres de la CEE. On a pris l'habitude de ces séances-marathon des institutions européennes, où des compromis sont si longs à établir.

de PCF, reste aussi sujet à très sérieuse discussion: «La RFA renforce la domination des USA sur la CEE. L'axe Bonn-Washington doit faire de la CEE une région du bloc atlantique».

la guerre, a conduit les bourgeoisies de notre continent à remettre en cause les rapports de domination instaurés après 1945 ? On pourrait remonter à 1973, à la période où le chancelier Brandt refusait de laisser utiliser son territoire par les avions américains ravitaillant Israël pendant la guerre d'octobre.

N'est-il pas très dommageable pour les thèses du PCF que les domaines où la RFA résiste le plus aux Etats-Unis comportent précisément ceux où elle collabore avec notre bourgeoisie ?

présenter la politique giscardienne comme une liquidation pure et simple du potentiel économique et des bases de puissance de l'impérialisme français, c'est un premier abus.

Des rivalités qui demeurent

Au vrai, s'il fallait encore une preuve, la marche chaotique de la reconstruction européenne est bien

La RFA au service de Washington ?

Un autre point, dans l'analyse

Mais la RFA est-elle restée à l'écart du mouvement qui, une fois menée à bien la reconstruction capitaliste européenne uivant



L'entrée de l'Espagne dans le marché commun: Une nouvelle et grave menace pour l'acier français

1870-1914-1939 LA LORRAINE NE SERA PAS VENDUE AUX TRUSTS ALLEMANDS

CONCORDE A NEW-YORK LA GAUCHE UNE AU CAPITOLE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

# Le 28 juin 1976 Mohamed Mezzi était TUÉ PAR BENDIX

## ● Le procès qui devait enfin avoir lieu le 15 mai 1979 a été reporté au 18 septembre, sans explication

Le 28 juin 1976, Mohamed Mezzi, jeune travailleur algérien trouvait la mort, écrasé par une presse de 600 tonnes dans l'usine Bendix de Drancy (Seine-Saint-Denis). Pourtant il travaillait sur une presse moderne dont les dispositifs de sécurité devaient empêcher tout accident. L'enquête menée par le juge d'instruction conduisait à l'inculpation de cinq cadres de l'entreprise, mais le procès qui devait avoir lieu le 15 mai 1979, à Bobigny, a été repoussé au 18 septembre sans plus d'explication. Une pression de Bendix n'est pas à exclure... La CFDT, qui s'est portée partie civile, a, au lendemain de l'accident, édité une brochure où sont analysées les causes de l'accident, un réquisitoire qui est une condamnation de l'organisation du travail. Il y a encore peu de temps, l'usine Bendix avait le triste privilège de détenir le record des accidents du travail en Seine-Saint-Denis...

L'usine Bendix de Drancy appartient au trust DBA à capitaux américains, trust qui occupe une place de choix sur le marché de l'équipement automobile et aéronautique. A Drancy, l'usine emploie près de 1 500 salariés parmi lesquels de nombreux O.S. et travailleurs immigrés. Mohamed Mezzi était l'un d'entre eux, et travaillait sur une presse de 600 tonnes formant les plateaux de freins pour les poids-lourds. La presse était moderne et respectait, lorsqu'elle fut installée à Drancy, les dispositions prévues par la loi de 1948.

### UNE PRESSE SÛRE

Des deux côtés de celle-ci se trouvaient des «barrages immatériels» constitués par des faisceaux lumineux captés par une cellule photo-électrique. Tout corps opaque présent dans cette zone était détecté, et la presse était bloquée. Complètement indispensable, deux poutres étaient fixées de part et d'autre de la table de presse, empêchant ainsi de se glisser entre la presse et les faisceaux lumineux. (cf. croquis).

Outre leur fonction de sécurité, les faisceaux lumineux servaient à la mise en route automatique de la machine. Deux ouvriers desservaient celle-ci. L'un, d'un côté, plaçait la tôle à emboutir, tandis que le travailleur placé de l'autre côté retirait la pièce ainsi formée. Après chaque opération, le coulisseau remontait et s'immobilisait. Pour qu'il redescende, il fallait que les deux champs lumineux soient dégagés. De cette façon on pouvait s'assurer que la pièce précédente était bien retirée et la nouvelle bien déposée sur la presse. D'autre part une sécurité supplémentaire était prévue : si l'un des faisceaux lumineux était intercepté plus de dix secondes, signe qu'un incident quelconque avait retardé l'ouvrier dans son geste, la presse ne se remettait plus en route automatiquement. La défaillance de l'un des systèmes de sécurité entraînait, d'autre part, l'arrêt de la machine.

Enfin, la presse et ses organes de sécurité devaient être régulièrement examinés. Chaque matin, vérification des «barrages immatériels», révision générale tous les trois mois (obligation par la loi), révision complète tous les ans sous la responsabilité d'un ingénieur de l'entreprise qui avait fourni les éléments de sécurité.

Tout était donc prévu pour éviter un quelconque accident. Alors que s'est-il passé le 28 juin 1976 ?

### SYSTEME D...

Laissons parler la CFDT : «Depuis quelques temps déjà, sans

que le CHS n'ait été ni informé, ni consulté, on avait modifié la manière de se servir de la presse. Il n'y avait plus qu'un ouvrier pour faire toutes les opérations. Cette économie de main-d'œuvre avait été rendue possible grâce à la «combine» suivante. On avait disposé une tôle inclinée entre la table de la presse et le container destiné à recevoir les pièces embouties (voir le schéma). L'ouvrier en déposant sur l'outil la nouvelle pièce devait, en même temps, faire glisser sur la tôle inclinée la pièce précédente. Il se trouve que le système de commande automatique du coulisseau prévu pour deux ouvriers fonctionnait encore. En effet, la tôle de la glissière était trop mince pour être «vue» par la cellule photo-électrique arrière, tandis que le passage de la pièce emboutie dans le champ du faisceau était détectée.

Ainsi, à chaque fois, les faisceaux avant et arrière étaient l'un et l'autre interceptés puis dégagés comme s'il y avait eu deux ouvriers.

Mais, la glissière n'avait été ni étudiée ni réalisée avec soin. C'était une tôle de récupération, trop flexible, portant en plusieurs points des aspérités. Il arrivait que les pièces tombent de la glissière ou restent coincées.

C'est ce qui s'est produit au moment de l'accident. Une pièce était restée dans le champ du faisceau arrière. Pour gagner du temps, Mohamed Mezzi n'a pas fait le tour de la machine pour la dégager. Il a engagé son corps sous la presse pour le faire. Le faisceau arrière s'est trouvé dégagé. Or, le faisceau avant était également libéré. En effet les deux poutres de sécurité empêchant de se glisser entre les faisceaux et la table de presse avaient disparu et le corps de Mohamed Mezzi n'interceptait pas le faisceau avant (voir le schéma).

### L'ACCIDENT

Dès que les deux faisceaux ont été libérés le coulisseau est descendu, écrasant la tête de la victime.

Pourtant le coulisseau n'aurait pas dû descendre. En effet, il est fort probable que durant cet incident le faisceau arrière est resté intercepté plus de 10 secondes. Or, selon le système que nous avons décrit plus haut, cela interdisait à la presse de se remettre toute seule en route.

L'enquête révèle que le temps de sécurité, prévu pour être de 10 secondes, était en fait réglé à plus de 35 secondes. Cette dernière sécurité n'a donc pas pu jouer. Le fait qu'il y avait eu un incident n'a pu être détecté par la machine.

Nous pouvons maintenant ré-

capituler les fautes graves commises qui, par leur accumulation, ont transformé en guillotine une machine sûre à l'origine.

1 - Modification du processus de fabrication destinée à économiser de la main-d'œuvre, cela sans étude préalable ni visa du CHS.

2 - Pose d'une glissière «brûlée» sur place avec des matériaux de fortune.

3 - Disparition des deux poutres de sécurité. L'enquête révèle que sur une autre presse du même type ces poutres avaient disparu. On découvre alors que l'ingénieur qui venait annuellement réviser le système de sécurité avait remarqué la disparition de ces poutres et l'avait signalé par écrit à la Direction au moins à trois reprises en 1972, 1974 et 1975.

4 - Mauvais réglage d'une temporisation de sécurité qui passe de 10 à 35 secondes. L'hypothèse la plus probable est que cette temporisation de 10 secondes gênait. Depuis que l'on avait passé de deux à un travailleur, les incidents étaient naturellement plus nombreux. C'était une perte de temps que de remettre chaque fois la presse en marche annuellement... alors on dérègle la temporisation pour qu'elle ne gêne plus.

cadences augmentées, des conditions de travail et de sécurité qui empirent.

### DEGRAISSAGE

Dans un premier temps, Bendix s'est attaché à économiser sur la main-d'œuvre. Licenciements économiques, où le directeur de l'usine s'est efforcé de réduire le nombre des «improductifs», les travailleurs des méthodes et de l'entretien. Les effectifs de ce dernier sont ainsi réduits de 50 %. Dans ces conditions l'entretien des machines est bradé. «On finit par ne plus faire que de simples rafistolages en cas de panne». On assiste à une recrudescence des accidents du travail. Le directeur continue d'ignorer ces faits, persistant dans son idée qu'il n'y a pas de problèmes d'effectifs au service entretien. Pourtant l'ingénieur de la sécurité s'inquiète de cet état de fait, et quelques mois avant la mort de Mohamed Mezzi, envoie une lettre au Comité d'entreprise, dans laquelle il rapporte que l'entretien trimestriel obligatoire des machines n'est plus fait, que les presses sont devenues dangereuses, et que la direction, en étant parfaitement consciente, porterait seule la responsabilité en cas d'accident. Peu après

(système «MTM»), qui prend la relève du «boni», la direction va perfectionner le système de cadence, en jouant sur un facteur psychologique.

La cadence affichée n'est plus comme auparavant la cadence minimum au-delà de laquelle le travailleur a conscience de faire du supplément. On affiche la cadence maximum, souvent impossible à atteindre. «L'ouvrier a toujours conscience d'être en-dessous de ce qui est demandé. Il sait que son salaire dépend du jugement que son chef porte sur sa productivité. Théoriquement la cadence minimum n'est que 83 % de la cadence affichée», explique la CFDT. C'est de cette façon que Mohamed Mezzi a tenté de faire vite. D'autant que le passage à la méthode MTM s'est accompagné d'une hausse sensible des cadences.

Avant la remise en route des presses, la CFDT déclara au Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS) : «Les causes matérielles de l'accident n'ont pu exister que par la défaillance dans l'organisation des personnes chargées de la machine... (les membres de la CFDT) pensent en conséquence que, même si les machines dangereuses sont remises en parfait état matériel, elles redeviendront vite dangereuses si rien n'est changé dans l'organisation».

### IL N'Y A PAS DE FATALITÉ

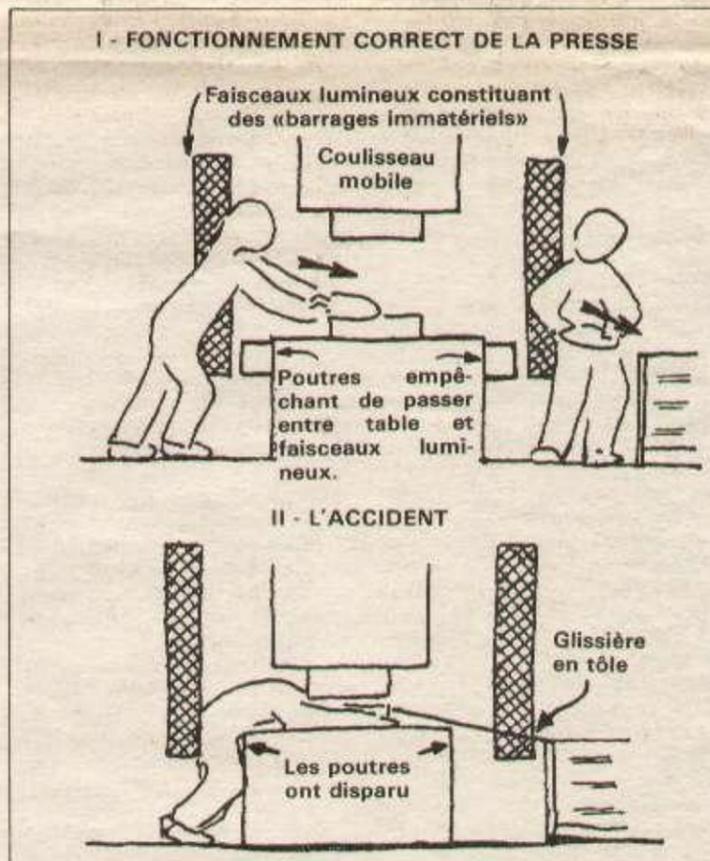
La direction resta sourde. Tout continua comme avant. Quelques mois plus tard, près du poste où fut tué Mohamed Mezzi, un travailleur se fit écraser la main par une presse. Le système de sécurité était entièrement délabré, les révisions n'étaient plus faites depuis plus de trois mois...

Ainsi la responsabilité de la direction dans la mort de Mohamed Mezzi est clairement démontrée, et ne peuvent être invoquées ni la fatalité, ni l'erreur humaine. En misant tout sur la rentabilité et les profits, la direction de Bendix, comme dans la plupart des usines, s'est faite assassin. La mort de Mohamed nous rappelle que les systèmes de sécurité les plus sophistiqués ne peuvent être efficaces que si les travailleurs peuvent avoir un droit de contrôle sur le fonctionnement des machines et sur l'organisation du travail ; c'est le sens des revendications de la CFDT de Bendix-Drancy :

- Extension des pouvoirs des CHS.
- Possibilité pour les représentants ouvriers de faire arrêter les machines dangereuses.
- Suppression du travail au rendement.
- Possibilité pour les travailleurs de consacrer 1 % du temps de travail à débattre des conditions de travail et de la sécurité, cela afin de pouvoir exercer dès maintenant un réel contrôle ouvrier...
- ... et enfin ne plus perdre sa vie à la gagner !

Pierre CHÂTEL

Les éléments de cet article proviennent de la brochure éditée par le syndicat CFDT de la métallurgie du 93 Nord intitulée : «Qui a tué Mohamed Mezzi et pourquoi est-il mort ?».



5 - Le travailleur a été tué en faisant une manœuvre qui lui permettait de gagner du temps. Nous reviendrons sur ce point. Les travailleurs étaient très fortement incités à gagner du temps. Cela est extrêmement dangereux sur ce genre de machine.

Voilà pour les raisons techniques. Mais comment la direction de Bendix en est-elle arrivée là ? Bendix est une entreprise capitaliste comme les autres, et pour préserver ses profits, a quelque peu aménagé l'organisation du travail dans son usine de Drancy. Une chose courante en pleine période de restructuration. Mais pour les travailleurs, ce sont des

cet ingénieur est «démissionné», et le chef du personnel assure l'intérim...

Après le dégraissage dans les services, la direction décide également de supprimer l'un des deux ouvriers qui travaillent sur les presses.

### CULPABILISATION

Mais Bendix n'allait pas en rester là. Pour accroître les cadences, elle va abuser d'une méthode scientifique qui à l'origine sert à étudier les postes de travail. Elle supprime ainsi le système du «boni» où le travailleur se voyait gratifier lorsqu'il dépassait une production donnée. Avec la «production contrôlée»

## 6<sup>e</sup> Conférence franco-africaine à Kigali (Rwanda)

### LES «BONS CHOIX» AFRICAINS DE GISCARD EN QUESTION

Après une visite officielle de deux jours au Rwanda, Giscard participera lundi et mardi aux travaux de la 6<sup>e</sup> conférence franco-africaine qui se tiendra à Kigali, capitale de ce pays.

La conférence franco-africaine est une structure informelle réunissant une fois par an la France et un certain nombre de pays africains. Après 1975, y sont invités des pays autres que les anciennes colonies françaises et on assistera effectivement les années suivantes à un relatif élargissement. Bien que la plupart des participants n'entendent discuter à cette conférence que des problèmes des relations économiques de leur pays avec la France et l'Europe, Giscard a voulu faire de cette conférence une tribune politique pour ses ambitions africaines.

C'est ainsi que, se pro-

nonçant pour le «nouvel ordre économique mondial», Giscard s'est proposé comme intermédiaire privilégié entre l'Europe et l'Afrique, comme avocat des revendications du Tiers Monde. Mais, à la conférence Nord-Sud, à la CNUCED, ces promesses se sont avérées vaines. Quant aux propositions de Giscard pour promouvoir sous sa houlette l'aide occidentale en direction de l'Afrique, elles ne semblent pas avoir rencontré un très bon accueil des pays de la CEE et des USA. La 6<sup>e</sup> conférence permettra sans doute de faire le point sur les différentes initiatives de Giscard dans ce domaine.

En 1977 et 1978, Giscard avait préconisé la constitution d'une «force interafricaine» destinée à «protéger les pays africains». A l'heure des interventions

soviétiques en Afrique, cette proposition était destinée à rassurer les chefs d'Etat africains. Alors que

l'armée française, l'année dernière, se trouvait impliquée dans trois interventions directes, au Sahara,

au Tchad et au Zaïre, il s'agissait de mettre sur pied une force d'intervention avec personnel africain et direction de l'impérialisme français. Bien accueillie par les chefs d'Etat «amis de la France» traditionnels comme ceux du Sénégal et de Côte d'Ivoire, cette proposition n'avait pas fait l'unanimité, loin de là, et n'avait pas été mentionnée dans le communiqué final de la conférence de 1978. En effet, tout en reconnaissant la nécessité d'une force de défense interafricaine, certains chefs d'Etat refusaient de s'engager dans une initiative d'origine française visant davantage au maintien de l'ordre qu'à la défense des pays africains.

C'est, en fait, à petit bruit, au cours de discussions secrètes sous couvert de safaris que Giscard

a tenté de mettre sur pied son projet que la conférence de 1978 avait rejeté. Or, aujourd'hui, un des régimes les plus proches de l'impérialisme français, qui était associé à ce projet de «force interafricaine», celui de Bokassa (Centrafrique) semble en faillite et est largement dénoncé pour sa répression du mouvement populaire.

Dans le climat créé par les révélations d'Amnesty International, Giscard va-t-il rencontrer Bokassa ? En tous cas la question centrafricaine va hanter cette 6<sup>e</sup> conférence. Elle recouvre un problème plus général : est-ce que Giscard peut prétendre défendre la «sécurité» et la «stabilité» de l'Afrique en soutenant des régimes corrompus et dictatoriaux comme l'«Empire» centrafricain.

J.P.C.

#### Le Rwanda

Petit pays montagneux, le Rwanda a une population de 4,8 millions d'habitants, ce qui correspond à la plus forte densité du continent. Essentiellement agricole, il tire ses ressources de deux cultures d'exportation, le thé et le café qui représentent 85 % des recettes. Le Rwanda a développé une tentative de communauté économique avec le Burundi et le Zaïre.

Ancienne colonie allemande, puis belge, le Rwanda est francophone. Depuis 1970, ce pays a développé ses relations culturelles et économiques avec la France. Il lui a en particulier demandé une aide pour pallier son enclavement. Au cours des derniers mois l'accès à la mer du Rwanda étant bloqué par le conflit entre l'Ouganda et la Tanzanie, le ministère de la Coopération française a organisé et financé un pont aérien entre le Kenya et le Rwanda.

Le gouvernement du Rwanda, peu marqué idéologiquement, n'apparaît pas comme un inconditionnel de la France comme Senghor ou Houphouët. Il avait cependant approuvé les interventions françaises au Zaïre.

## LES NON-ALIGNÉS MAINTIENNENT LEUR REFUS DU «FAIT ACCOMPLI» VIETNAMIEN AU CAMBODGE

En décidant, le 8 mai, d'inviter le Kampuchéa démocratique, donc les représentants du gouvernement légal du Kampuchéa — le gouvernement de Pol Pot — à la conférence des ministres des pays non-alignés qui doit se dérouler en juin, à Colombo, le bureau de coordination des pays non-alignés a clairement pris position contre le régime installé de force à Phnom-Penh par le Vietnam. Alors que les représentants de Hanoï lançaient la proposition d'inviter le régime fantoche de Phnom Penh, c'est par 81 voix contre 6, donc par une majorité écrasante, que le bureau de coordination rejetait la manœuvre vietnamienne.

Cet épisode montre au moins deux choses : d'une part, l'existence des manœuvres de division de plus en plus pressantes auxquelles est soumis le mouvement des non-alignés à l'approche du sommet prévu à La Havane ; d'autre part, la résistance importante que le mouvement est capable d'opposer aujourd'hui à de telles manœuvres.

Depuis l'invasion du Cambodge, en janvier dernier, par les troupes vietnamiennes, l'URSS et ses alliés les plus proches, notamment Cuba et le Vietnam, n'ont cessé de faire pression sur le mouvement des non-alignés pour que celui-ci reconnaisse le prétendu «Front uni de salut national» (FUNSK), installé à Phnom Penh. Cette pression a essuyé un premier échec en janvier, aux Nations-Unies, où la grande majorité des pays non-alignés du Tiers Monde rejetèrent une motion soviétique sur la soi-disant légalité du régime cambodgien fantoche.

#### LE «FAIT ACCOMPLI»

Depuis cette date, l'URSS et le Vietnam ont misé sur la politique du fait accompli pour tenter d'imposer cette reconnaissance. Ils ont d'abord espéré que la guerre-éclair, lancée en janvier avec plus de 100 000 soldats vietnamiens, leur permettrait de liquider d'un coup toute résistance. Mais, ils ont dû déchanter : les renforts qu'ils ont dû envoyer constamment depuis janvier, les effectifs impressionnants qu'ils ont dû disposer autour de Phnom Penh pour protéger

Pham Van Dong, le premier ministre vietnamien, lors de sa venue, l'offensive développée en avril, dans la province Ouest de Battambang, près de la frontière thaïlandaise, ont témoigné de façon éloquente du fait que la résistance n'était pas écrasée. Dirigée par le Parti communiste du Kampuchéa — s'appuyant sur sa grande expérience de la lutte contre l'impérialisme US, qu'il a animée jusqu'à la victoire d'avril 1975 — et le gouvernement présidé par Pol Pot, qui administrait le pays depuis la libération de Phnom Penh de la domination américaine, la résistance cambodgienne a porté en effet de nombreux coups aux occupants vietnamiens. Elle a contraint ceux-ci à se limiter au contrôle des villes et de quelques axes routiers. C'est ainsi que la grande offensive vietnamienne lancée en avril, à proximité de la Thaïlande, présentée comme devant sonner le glas des «khmers rouges», a été circonscrite pour l'essentiel à l'axe routier Poipet-Sisophon, avec des armements lourds, chars et canons, mais elle ne signifiait pas la prise de contrôle de la région, particulièrement des campagnes de Battambang, grenier à riz du Cambodge.

#### LA RESISTANCE, C'EST CELLE DU PEUPLE

Le fait que des combats intenses se soient poursuivis de part et d'autre de l'axe routier Poipet-Sisophon, et que des dizaines de milliers de Cambod-

giens, qui avaient gagné la Thaïlande pour échapper au déluge du feu vietnamien, ne soient pas restés dans les camps de réfugiés en Thaïlande, mais ont regagné rapidement le Cambodge — comme l'ont constaté tous les observateurs — quelque vingt kilomètres plus au Sud, en direction du massif montagneux des Cardamomes, cela ne témoigne-t-il pas des limites du contrôle vietnamien exercé sur le territoire et la population du Kampuchéa ?

#### KHMERS ROUGES ET KHMERS «LIBRES» CONTRE LES OCCUPANTS VIETNAMIENS

Selon des informations en provenance de la frontière khméro-thaïlandaise, des Khmers «serei» dit Khmers libres et des Khmers rouges viennent de former une première unité mixte composée de 5 000 hommes dans le Sud-Ouest du Cambodge, afin de résister à l'occupation vietnamienne.

On expliquera peut-être ce retour par la contrainte qu'auraient exercée les «khmers rouges» sur la population qui était passée en Thaïlande, comme on expliquera peut-être de la même manière le fait que plus de quatre mois après l'invasion des troupes vietnamiennes, les villes, mis à part la présence de ces troupes, restent vides ? Comme ont pu le constater, au cours de leur voyage, après d'autres journalistes, les cinéastes qui ont effectué le reportage sur l'île malésienne de Poulo Bidong, où vivent dans des conditions désastreuses, 35 000 réfugiés vietnamiens contraints à l'exode par les autorités de Hanoï, la capitale cambodgienne Phnom Penh est toujours vide de population cambodgienne et il n'y a pas de perspective proche qu'elle se

repeuple. Est-ce parce que les «khmers rouges» répriment la population cambodgienne qui voudrait y retourner ? Ou parce que les troupes vietnamiennes apparaissent non pour des «libérateurs inespérés», comme les avait présentés *L'Humanité* mais, pour ce qu'ils sont : des envahisseurs, et que le peuple cambodgien est largement partie prenante de la résistance contre eux ?

#### COLONISATION DE PEUPEMENT

D'ailleurs, comment la population cambodgienne pourrait-elle s'y tromper, compte-tenu de la politique que mène le Vietnam : une véritable colonisation de peuplement. En effet, Hanoï n'a pas envoyé au Cambodge que des soldats et des tanks, il a tenté aussi d'enrôler massivement des paysans vietnamiens pour qu'ils s'installent dans certaines régions du Cambodge et y prennent la place des paysans cambodgiens dans les rizières. C'est notamment le cas dans la région du Bec de Canard, dans le Sud-Est du Cambodge, région ainsi appelée à cause de sa forme bizarre, résultant du grignotage historique du Vietnam sur le Cambodge. Outre les rizières, c'est aussi dans les villes, notamment dans les provinces de Prey Veng et de Svay Rieng, que l'on tente d'installer progressivement des «civils» vietnamiens.

Au Laos, des dizaines de milliers de paysans vietnamiens auraient été déjà installés de la même manière. Cette politique de colonisation qui vise à s'assimiler l'ensemble de l'Indochine, entre en contradiction, pour les autorités de Hanoï, avec un autre de leurs projets qui est la «khmérisation» de la guerre au Cambodge : faire appuyer l'occupation vietnamienne par des troupes et une administration cambodgienne. C'était le sens de la création du «FUNSK» mais, tout indique que celui-ci est resté

quelque chose pour le moins squelettique.

#### UN CONTEXTE POLITIQUE BIEN PRECIS

Ces facteurs internes fondent la fragilité de la politique d'agression vietnamienne. Et la dernière offensive vietnamienne en date, celle d'avril, à la frontière de la Thaïlande — à la fin de la saison sèche et à la veille de la saison des pluies qui rend plus difficile les grosses opérations — n'y a fondamentalement rien changé, même si elle a été source de nouvelles destructions et de nouvelles pertes en vies humaines pour le peuple cambodgien. Pourtant, comme lors de la «guerre-éclair» de janvier, Hanoï voulait donner là le coup de grâce et ce dans un contexte politique bien précis : à la veille d'une réunion importante du mouvement des non-alignés, au moment où le secrétaire général des Nations-Unies effectuait une tournée en Asie. De plus, en menant une offensive de grande envergure à proximité de la Thaïlande, où se trouvent la plupart des observateurs internationaux qui suivent l'évolution de la situation au Cambodge, il s'agissait de donner le change à l'opinion internationale. Autrement dit, présenter l'image du contrôle du Cambodge par le «FUNSK» et ses «protecteurs» — au moins — de Hanoï, et la faire avaliser par les instances internationales, dont celle des non-alignés.

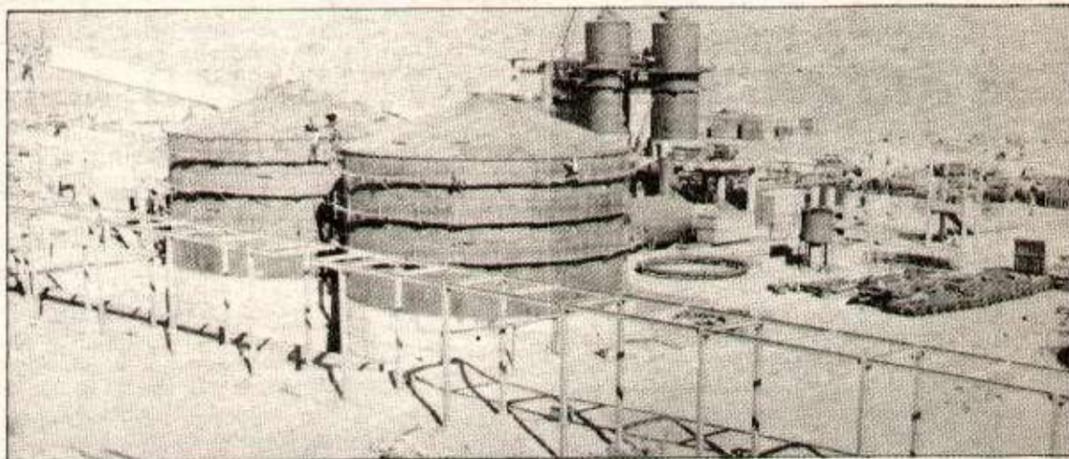
Nul doute que, dans les semaines qui viennent, la bataille sera rude. Sur le plan diplomatique, au sein des non-alignés, cependant que sur le terrain, les occupants ne renoncent nullement à leurs plans d'agression, soutenus, encouragés par l'URSS, plans qui menacent directement aujourd'hui, y compris la sécurité d'autres pays d'Asie du Sud-Est, tels que la Thaïlande.

Jean-Paul GAY

## CONFERENCE FRANCO-AFRICAINNE, LA SEMAINE PROCHAINE

# La politique de l'impérialisme français en Afrique et le «cadre européen»

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY



Niger : l'usine de traitement du minerai d'uranium

• La conférence franco-africaine de 1979 doit s'ouvrir la semaine prochaine à Kigali (Rwanda). Fait révélateur : pour la première fois elle va se tenir dans la capitale d'un pays qui n'est pas ancienne colonie française. A cette occasion, Giscard ne manquera pas de présenter la France comme le promoteur, le trait d'union des relations entre l'Europe et l'Afrique.

La question des relations entre l'Europe et l'Afrique est d'ailleurs particulièrement brûlante dans la situation internationale actuelle. En effet, à l'heure de la crise de l'énergie, l'Europe reste très dépendante des réserves africaines, pour l'énergie et en matières premières. Or, la stratégie soviétique d'encerclement de l'Europe par l'Afrique vise à pouvoir couper la route du pétrole (soit par la Mer rouge soit par le Cap) et à empêcher l'Europe d'avoir accès aux réserves africaines, pour faire pression sur elle. Et un an après l'opération de subversion qu'elle avait suscitée dans la province zaïroise du Shaba, l'URSS, malgré les résistances, n'a pas renoncé à développer sa pénétration sur le continent, en essayant de profiter des reculs des impérialismes occidentaux.

Dans le même temps, les peuples et pays africains, tout en s'opposant aux interventions des deux superpuissances, mènent une lutte de longue haleine pour se dégager de la tutelle encore importante des anciens colonisateurs européens (France, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne). Ceux-ci tendent à coordonner leurs politiques africaines dans le cadre de la CEE, mais cette coordination, dont Giscard voudrait bien être le metteur en scène, connaît toutefois certaines limites. C'est dans ce contexte qu'il faut resituer la politique africaine de l'impérialisme français aujourd'hui, un an après une série d'interventions sanglantes contre les peuples africains, au Sahara, au Tchad, au Zaïre.

Avec ses anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest, l'impérialisme français a disposé historiquement d'un atout majeur pour sa politique africaine. Au début des années 60, la plupart de ces pays avaient des gouvernements étroitement liés à l'ancienne métropole par des liens politiques et culturels, des accords militaires permettant l'intervention de l'armée française, et des relations économiques privilégiant largement les échanges avec la France.

De plus, ces Etats étaient liés financièrement à l'impérialisme français par la zone franc. Les monnaies africaines étaient liées au franc, elles étaient convertibles en francs et n'avaient pas d'existence propre en dehors de cette zone. Ce système permettait dans une large mesure à la France de contrôler le budget de ces Etats et facilitait l'exportation de ses capitaux.

L'impérialisme français continuait à contraindre ces pays à cultiver des produits d'exportation en fonction de ses propres besoins (café, coton, arachide) et pillait leurs ressources en matières premières (fer de Mauritanie, bauxite du Cameroun, uranium du Niger, du Gabon et de Centrafrique, etc.).

## MANOEUVRES EN RECUL

Les années 70 ont vu apparaître un certain nombre de difficultés pour l'impérialisme français. C'est d'abord le changement de certains gouvernements qui quittent la zone franc (Mauritanie, Madagascar), qui dénoncent ou renégocient les accords militaires. Avec le développement de l'unité du Tiers Monde, les anciennes colonies françaises échappent dans une certaine mesure à l'emprise politique

de ces relations — de moins en moins sa chasse gardée.

## REDISTRIBUTION DES CARTES

Pendant cette même période, il devient évident que, tant du point de vue des investissements privés que de l'aide publique, la France est incapable de fournir les prêts nécessaires à des équipements de transports des minerais (Gabon, Niger) ou à une industrialisation réclamée par les classes dirigeantes des pays africains. En effet, le budget de la coopération reste stagnant, les prêts consentis sont de plus en plus chers alors que les demandes sont énormes. Les Etats africains vont donc de plus en plus faire des emprunts à long terme à divers organismes (banque mondiale, banque arabe pour le développement de l'Afrique, etc.).

Le fonds européen de développement (FED) créé par la convention de Lomé permet aux pays de la CEE d'organiser un financement conjoint de projets de développement dans les Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Il n'y a donc plus de «chasse gardée» de la France, mais la politique de celle-ci consistera à faire le plus possible financer par le FED communautaire des contrats passés avec des entreprises françaises. Cela semble s'être fait assez largement, puisque les entreprises françaises ont remporté respectivement 42 et 43 % des deuxième et troisième FED, alors que la participation française au financement n'était que de 33 %. Ces résultats ont provoqué un certain mécontentement de la part de l'Allemagne qui tente de regagner du terrain.

Les relations des impérialismes européens sont donc marquées par un mélange de collusion et de rivalité. En effet, la part de la

## L'Afrique, réservoir de matières premières

	Pourcentage dans la production mondiale (1973)	Pourcentage dans les réserves connues
Pétrole	10 %	10 %
Uranium	30 %	50 %
Bauxite	4,1 %	40 à 50 %
Cuivre	19 %	23 %
Phosphates	25 %	37 %

## Taux de dépendance de l'Europe en matières premières. % d'importation par rapport à la consommation

Pétrole : .....	95 %	Fer : .....	75 %
Cuivre : .....	95 %	Gaz : .....	65 %
Bauxite : .....	95 %	Café, cacao, coton : .....	75 %

France dans les relations commerciales de ses anciennes colonies, même si elle reste la première, ne cesse de diminuer par rapport à celles des autres impérialismes, particulièrement ceux de la CEE (Allemagne, Italie, Pays-Bas). Parallèlement l'impérialisme français développe une offensive économique et politique en direction des pays anciennement colonisés par d'autres puissances, offensive appuyée par les nombreuses invitations à la conférence franco-africaine, le développement des relations et des échanges avec le Zaïre, avec le Nigéria, la Guinée-Bissau, etc. En même temps l'impérialisme français s'associe à d'autres pays de la CEE et au Japon pour d'importants investissements concernant ses anciennes colonies (c'est le cas pour l'uranium au Niger, au Gabon et en Centrafrique). C'est d'ailleurs ce que le PCF, blanchissant l'impérialisme français, reproche le plus à la politique africaine de Giscard : en s'associant à l'impérialisme allemand dans les néocolonies françaises, il introduit le loup dans la bergerie !

## UN TRAIT D'UNION ?

Le jeu de la politique giscardienne en Afrique consiste donc à se présenter comme le trait d'union indispensable entre l'Afrique et l'Europe, ou plus généralement l'Occident. Dans le cadre de la conférence franco-africaine, et par toute une série d'initiatives diplomatiques, il s'agit d'étendre l'influence française au-delà de la sphère de ses anciennes colonies. Se présentant comme le maître d'œuvre d'une politique africaine de l'Europe, Giscard voudrait bien encaisser le bénéfice politique d'entreprises financées par les autres pays impérialistes.

Pour le moment ceux-ci ne l'ont pas entendu de cette oreille : la France est seule à cotiser au «fonds de solidarité africain» créé en 1975 à la conférence de Bangui. De même, les pays de la CEE, qui n'ont guère appuyé les interventions militaires françaises en Afrique, y compris au Zaïre, ont refusé de soutenir et de financer le projet de «force inter-africaine» patronné par Giscard. Ils n'ont pas pu se mettre d'accord pour un plan de sauvetage de l'économie zaïroise.

L'impérialisme français garde encore de solides points d'appui en Afrique, il réussit encore des percées diplomatiques et économiques et s'est lancé dans des interventions militaires spectaculaires l'an dernier. Mais, il ne semble pas prêt de pouvoir mener à son profit la politique de l'Europe en direction de l'Afrique, chaque pays de la CEE entendant avant tout réaliser ses propres objectifs.

De plus, la politique d'interventions militaires de Giscard, si elle lui a attaché des chefs d'Etat inquiets de la pénétration soviétique aussi bien que des mouvements populaires dans leurs pays, semble aboutir à des échecs ou des impasses au Tchad et au Sahara. Ses partenaires européens semblent refuser de s'engager dans ce genre d'aventures, que les peuples africains rejettent dans le cadre de leur lutte contre toute tutelle étrangère.

## Les positions de l'Allemagne en Afrique

Eliminée du partage colonial après la première guerre mondiale, l'Allemagne s'intéresse aujourd'hui de plus en plus à l'Afrique où elle concurrence activement les anciens colonisateurs, France et Grande-Bretagne.

L'Allemagne maintient d'importants investissements en Afrique australe (Afrique du Sud et Namibie), ce qui ne l'empêche pas de développer ses relations économiques avec les pays confrontés aux régimes racistes (Tanzanie et Zambie). La RFA semble avant tout s'intéresser à des pays amorçant leur industrialisation et pouvant fournir des sources d'énergie. C'est le cas de l'Algérie, où les investissements allemands sont passés de 17 millions de marks fin 1974, à 200 millions fin 1977. La RFA a obtenu de nombreux contrats d'équipement industriel et un important contrat de fourniture de gaz naturel, concurrençant directement l'impérialisme français. La RFA a également développé ses investissements au Nigéria, pays disposant d'importantes ressources pétrolières. Des entreprises allemandes commencent à réaliser les ambitieux projets d'industrialisation lancés par le gouvernement du Nigéria : usines de Volkswagen, Daimler-Benz, industries chimiques, complexe sidérurgique.

cent à réaliser les ambitieux projets d'industrialisation lancés par le gouvernement du Nigéria : usines de Volkswagen, Daimler-Benz, industries chimiques, complexe sidérurgique.

Au centre de la sphère néo-coloniale française, la Côte d'Ivoire a vu les investissements allemands progresser de 88 % de 1974 à 1977. Dans plusieurs domaines (textile, bois, tourisme, construction mécanique), des entreprises allemandes se sont associées à des entreprises françaises ou à l'Etat ivoirien qui contrôle une partie importante de l'économie. Au Niger, une entreprise allemande s'est associée au CEA français et à l'Etat pour l'exploitation de l'uranium. Mais la pénétration allemande reste assez faible au Gabon, au Tchad, en Centrafrique et en Afrique de l'Ouest, les patrons allemands se plaignent d'être souvent supplantés par les Français, qui disposent toujours d'un important réseau d'influences à leur service, et auxquels ils doivent s'associer pour s'implanter dans ces pays.

## CNUCED : LES PAYS IMPERIALISTES TENTENT DE DIVISER LE TIERS MONDE SUR LA QUESTION DU PETROLE

Après deux semaines de débat général où de nombreux pays se sont exprimés sur la nécessité du nouvel ordre économique mondial, sur le développement économique des pays du Tiers Monde et sur le danger du protectionnisme, la 5<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement aborde maintenant la question de l'énergie.

Une fois de plus, les pays impérialistes tentent de se servir de ce problème pour diviser les pays du Tiers Monde en pays producteurs de pétrole et les autres. Mais les pays du Tiers Monde restent fermes sur la nécessité de lier la question de l'énergie aux problèmes de développement.

S'exprimant sur les différents thèmes abordés depuis l'ouverture de la CNUCED, le chef de la délégation chinoise Liu Xiwen, vice-ministre du Commerce extérieur, a tout d'abord souligné les progrès accomplis par les pays en voie de développement, depuis la dernière session de la CNUCED, qui ont renforcé la coopération économique entre eux et fait des progrès encourageants dans le développement de leur économie nationale. Il a toutefois souligné qu'au cours de ces 3 dernières années, «les progrès enregistrés dans les diverses négocia-

tions concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international ont été limités.»

Le représentant chinois a également déclaré que la Chine «soutient les justes demandes des pays en voie de développement, y compris la proposition de restreindre le protectionnisme pratiqué par les pays développés, l'établissement du programme intégré des marchandises et du fonds commun, en vue de transformer le système monétaire international déraisonnable et d'élaborer un code international d'action sur le transfert de la technologie.»

L'idée de fonds commun émane d'une proposition du représentant de l'Irak, concernant la création d'un fonds international auquel participeraient tous les pays industrialisés «quel que soit leur système politique ou économique.»

Ce fonds aurait pour tâche de compenser l'inflation que ces pays exportent dans le Tiers Monde. Les pays producteurs de pétrole pourraient également prendre part à la création de ce fonds dans la mesure où l'accroissement du prix du pétrole affecte aussi l'économie des pays en développement. Cette mesure constitue une riposte aux manœuvres des pays impérialistes qui tentent à nouveau de dresser les uns contre les autres les pays producteurs de pétrole et les autres pays du Tiers Monde plus défavorisés. L'aide importante accordée par les pays producteurs de pétrole aux autres pays du Tiers Monde est là pour illustrer la solidarité qui les unit.

Les pays de l'OPEP consacrent une part de

leurs revenus beaucoup plus importante que celle des pays développés à l'aide au Tiers Monde : 3,7% de leur PNB (en moyenne), contre 0,38% pour les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique, qui regroupe les pays capitalistes développés). C'est ce que devait souligner le représentant de l'Arabie Saoudite à la CNUCED en indiquant que l'aide de son pays au développement a dépassé en 1978 les 7% de son PNB. Malgré cela, les pays capitalistes développés appellent les pays producteurs de pétrole à prendre en charge une part plus importante de l'aide aux pays en voie de développement. Ces derniers jouant la manœuvre et voulant comme ils le disent maintenir «l'indispensable unité du Tiers Monde», refusent de se laisser enfermer dans un débat qui vise à cacher le véritable problème de la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

Frank ROUSSEL

## ELECTIONS ITALIENNES :

### Des tanks autour des urnes

A la suite de la décision du gouvernement italien de faire participer directement l'armée à la lutte antiterroriste, 10 000 soldats vont être affectés à la surveillance d'objectifs menacés par des attentats et des bureaux de vote. Notre photo : une rue de Rome.



### ● ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS) : LUTTE CONTRE LE DROIT DE VOTE D'ISRAEL

Ce vendredi, se débattait à Genève un texte occidental exigeant que le projet

arabe visant à priver Israël de sa voix ne puisse être adopté qu'à la majorité des deux-tiers. Les USA menacent de se retirer de l'OMS si ce projet de bannissement d'Israël était adopté, comme ils l'ont fait il y a deux ans du Bureau Inter-

national du Travail (BIT).

### ● LA GRANDE-BRETAGNE ET LA RHODESIE

Un émissaire du nouveau gouvernement britannique s'est entretenu jeudi avec le premier ministre rhodésien. Le gouvernement britannique semble donc satisfait de la politique suivie par la Rhodesie d'accepter quelques fantoches noirs pour poursuivre sa politique raciste.

### ● OUGANDA

Les troupes ougandaises opposées à Amin Dada ont pris jeudi la base de Lira. Les derniers détachements soutenant Amin Dada sont retranchés dans le Nord du pays.

Achetez le Quotidien du Peuple chaque jour dans le même kiosque

### ● Rencontre du PCR ml et du PCR du Pérou

Une délégation du comité central du Parti communiste révolutionnaire du Pérou et une délégation du comité central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste se sont rencontrées à Paris, au mois de mai. Au cours de cette rencontre, la première entre nos deux partis, les délégations ont procédé à un échange de vues amical sur la situation dans leurs pays respectifs et sur la situation internationale.

Les deux délégations ont souligné la nécessité de renforcer la solidarité pour la libération nationale et la démocratie populaire au Pérou et la victoire du socialisme dans nos pays. Les deux délégations ont examiné les menaces que fait peser sur la paix et la sécurité des peuples, la rivalité des deux superpuissances, américaine et soviétique. Elles ont insisté sur la nécessité de renforcer le combat contre l'impérialisme, et particulièrement les deux superpuissances, combat dans lequel le Tiers Monde occupe une place de premier plan.

Les deux délégations ont convenu d'établir des relations régulières entre les deux partis pour une meilleure connaissance réciproque et le renforcement de la solidarité entre nos deux peuples.

### ● Ethiopie : Mengistu organise la chasse aux opposants

D'après radio Addis-Abeba l'armée éthiopienne aurait tué plusieurs opposants (dont certains du PRPE) dans une opération de 3 semaines dans une région montagneuse située à seulement 150 km au Nord-Est de la capitale. C'est la première fois cette année que le gouvernement reconnaît officiellement que des combats ont lieu avec les opposants.

### ● Nicaragua : reprise de l'insurrection

Mardi de graves affrontements ont opposé la Garde nationale aux insurgés dans la ville de Masaya, au centre du Nicaragua. Les coups de feu ont éclaté autour d'un poste de la Garde nationale.

### ● OTAN : augmentation de 3 % des budgets militaires des pays membres

A l'issue de la réunion des ministres de la défense des pays de l'OTAN, ceux-ci — moins la France et la Grèce — ont réaffirmé leur intention d'augmenter de 3 % en valeurs réelles, leur budget militaire jusqu'en 1985 (celui de l'URSS augmente chaque année de 4 à 5 %). Dans le cadre de la «riposte de l'avant», les ministres ont débattu de la modernisation du système à longue portée, capable d'atteindre l'URSS. Le missile soviétique SS 20 (4 500 km de portée), ont-ils déclaré, «confère une nouvelle dimension à la menace nucléaire en Europe».

### ● Hassan II : «Pas question de transiger» sur le Sahara Occidental

Interrogé au sujet de la position sur le Sahara Occidental, le roi Hassan II du Maroc a fait savoir qu'il «n'est pas question de transiger» en reconnaissant que «la guerre au Sahara implique des charges lourdes pour le Maroc». Il a également dicté ses exigences à la Mauritanie en déclarant : «Je ne ferai rien pour l'empêcher de faire la paix, bien au contraire. Mais à condition qu'il n'y ait pas de fermeture de la frontière entre le Maroc et la Mauritanie. Je ne peux accepter de voir le Maroc séparé de l'Afrique noire». Un ton quelque peu outrancier quand on connaît les revers militaires que fait subir actuellement au Maroc le Front Polisario.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Dans notre courrier...

## La crise, un indéfinissable «malaise» ?

## «Quand plus rien ne va de soi» par Gérard MENDEL

Cette fameuse crise, tout le monde en parle, chacun lui découvre «sa cause», depuis les politiciens, en passant par «les nouveaux philosophes», ces romantiques de droite préoccupés surtout de gros tirages, jusqu'à l'homme de la rue, mal dans sa peau, s'il n'est pas militant révolutionnaire.

Gérard Mendel, socio-psychanalyste, dans son nouveau livre, cité ci-dessus, paraît assez satisfait de ses découvertes quant à la genèse de ce «malaise», d'une ampleur nouvelle.

Il avertit que ses propos seront mal reçus par la droite, la gauche, les psychanalystes, les marxistes orthodoxes. Ce qui veut, peut-être, dire qu'il se place, au-dessus de tous, comme la vérité toute nue. Voyons, voyons...

Une de ses premières constatations c'est que les gens sont vraiment (il souligne) malheureux, mais sans le savoir. Ils ne s'avouent pas leurs difficultés, pensant qu'elles leur sont personnelles et qu'ils ne sont pas assez forts pour les résoudre. Sans s'apercevoir que le voisin, fait silence, lui aussi, sur ses problèmes qu'il refoule. Le problème réel, le plus souvent, risque de se convertir en angoisse, insomnie, agressivité, maladie psycho-somatique... Ce sera, alors, la valse des médicaments, ou l'abus de l'alcool ou l'instabilité professionnelle, ou la frénésie de consommation...

Ensuite, après avoir remarqué, en citant Jean Elleinstein, que «nombre d'ouvriers qualifiés ont une situation matérielle relativement convenable (...), qu'ils ont un appartement et parfois une résidence secondaire, que la protection sociale est réelle», il conclut, et c'est là l'idée neuve de ce livre, que le «malaise» n'est pas économique, ne vient plus, comme au siècle dernier, de l'écart entre riches et pauvres, mais de l'écart entre les chefs et les exécutants. L'homme de la base sans pouvoir, se

sent dépossédé, n'a pas de prise sur sa vie, tout lui est imposé, il ne décide rien, c'est «un enfant emmaillottée».

Et cette dépossession de soi, cette aspiration latente au pouvoir se heurte à la bonne conscience de ceux qui détiennent le pouvoir : gouvernants, patrons, leaders, professeurs, adulte vis-à-vis de l'enfant, mâle vis-à-vis de la femme...

Selon Mendel, les terroristes, les régionalistes, les écologistes, les féministes... seraient les frustrés du pouvoir.

Enfin, la cause essentielle du «malaise» résiderait dans la remise en question de l'autorité paternelle qui est parvenue à détruire le modèle inconscient à partir duquel se sont construites et organisées nos sociétés depuis des siècles. La chute du père crée un vide qu'on ne sait pas encore assumer et qui menace la société d'effondrement.

On peut se demander s'il n'y a pas contradiction dans les propos de G. Mendel.

Si le père est vraiment mort, pourquoi subsistent-ils tous ces substituts : patrons, chefs...

Et si les gens aspirent vraiment à leur part de responsabilités, de pouvoir, ce vide laissé par la mort du patriarche ne leur fait donc pas peur ?

De toute façon, même si G. Mendel n'en parle pas, la lutte des classes est présente dans ce livre.

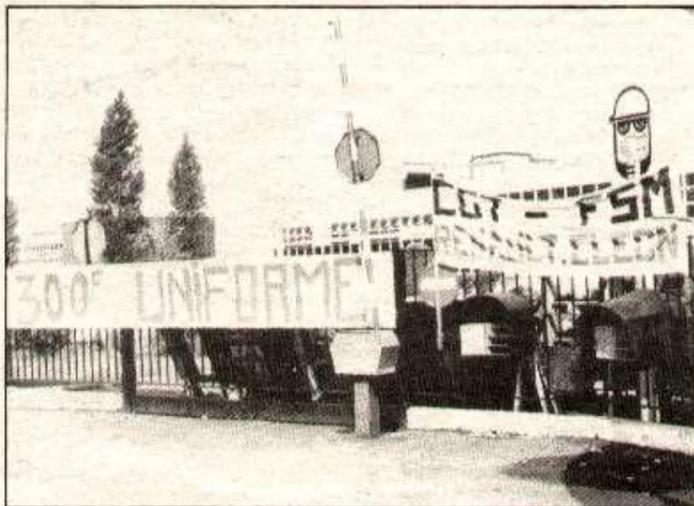
Qui a le pouvoir, a l'argent. Qui a l'argent, a le pouvoir.

Alors pourquoi dire que le malaise n'a pas une cause (parmi d'autres) économique ?

H.P.  
Saint-Brès, ce 25 avril 1979

QUAND PLUS RIEN NE VA  
DE SOI  
Par Gérard MENDEL

Editions Robert LAFFONT



## Débat sur la littérature prolétarienne à la Librairie populaire de Paris

Une quarantaine de personnes ont assisté au débat qui s'est tenu à la Librairie Populaire de Paris sur la littérature prolétarienne. Participaient, entre autres, à ce débat, Nicolas Dubost (dont le livre *Flins sans fin* vient de paraître), Aïsha Bernier (poèmes ouvriers), Paule Lejeune (animatrice de *Le Peuple prend la parole*) et Paul A. Loffler (écrivain ouvrier des années 30).

Vivant et animé, le débat a souligné la difficulté d'existence d'une littérature prolétarienne. Depuis les années 1930 où se manifestait une certaine éclosion de la littérature ouvrière, force est de constater qu'il n'y a pas eu de continuité dans ce domaine.

Pour analyser ce phénomène, se sont opposés un certain nombre de points de vue :

- Quelles possibilités ont les ouvriers de s'exprimer ? (conditions de travail, problèmes de langage).
- Peut-il de toute façon exister une littérature prolétarienne sous domination idéologique de la bourgeoisie ?
- Comment faire face aux problèmes de la diffusion du livre en société capitaliste ?

Il a été souligné qu'il ne fallait pas limiter l'expression ouvrière à la seule forme littéraire. Tout développement du mouvement de masse voit apparaître de nouvelles formes d'expression : chansons, affiches, poèmes, etc.

La question importante : savoir dans les conditions politiques actuelles, comment favoriser ce type d'expression n'a été qu'effleurée. Comment poursuivre le débat, le clarifier, c'est une nécessité qui est apparue dans le bilan.

Un lycéen de 1<sup>ère</sup> A . BLOIS

## PAUL LAFARGUE \*

(...) Il est regrettable qu'un homme qui possède le talent incontestable et incontesté de Zola mène la vie d'un ermite, ce qui ne lui permet pas de décrire avec

Selon G. Mendel, le «malaise» n'est pas économique, ne vient plus de l'écart entre riche et pauvre. Par ailleurs les gens sont malheureux, mais sans le savoir. Innombrables sont les luttes de la classe ouvrière qui démentent ces affirmations.

## VIENT DE PARAÎTRE

• JE CONTINUERAI  
MON CHEMIN  
par Rudolf Bahro  
141 pages

éditions F. Maspéro  
Auteur de *L'alternative*, en prison en RDA, Bahro raconte ici son itinéraire, analyse «le socialisme existant» et formule des propositions qui permettraient selon lui un changement dans les pays de l'Est.

• QUI TRAVAILLE  
POUR QUI ?  
par C. Baudelot,  
R. Establet, J. Toiser  
247 pages

éditions F. Maspéro  
A partir des données de la comptabilité nationale, les auteurs analysent les liens entre la production et la consommation, en mettant à jour les rapports qui relient l'appareil de production et les classes sociales.

• CONTESTATION ET  
DEVELOPPEMENT EN  
AMERIQUE LATINE  
par Candido Mendes  
182 pages

aux Presses universitaires de France  
A travers le cas du Brésil surtout, l'auteur analyse les différentes formes de contestation sous un régime «technocratico-militaire».

• MON COMBAT  
CONTINUE  
par Henri Pascal  
plaidoyer pour une justice  
à ciel ouvert  
274 pages

éditions Seghers  
Dessais des affaires de Bruay et de Liévin, poursuivi pour violation du secret de l'instruction, Henri Pascal explique dans ce livre, bourré d'exemples, les raisons et le sens de sa lutte.

## La question de Zola

## UN LYCÉEN DE BLOIS

Quand on parle de Zola, on pense tout de suite : «Les Rougon-Macquart». C'est grâce à ces volumes que Zola est le plus connu. Ce sont en effet des volumes très intéressants sur la vie du peuple et les mœurs de l'époque sous le second empire. Les romans sont empreints de réalisme, d'un grand réalisme même. Car il n'hésite pas à décrire des scènes qui à l'époque suscitèrent des remous chez les puritains bourgeois. Il n'hésite pas à s'attaquer à un mal qui sévit chez les ouvriers : l'alcoolisme.

Zola est un écrivain bourgeois, disons par sa situation. C'est un écrivain progressiste qui dénonce la condition ouvrière. Je pense notamment à *Germinal* et à *L'Assommoir*. Et nous avons étudié en troisième *Au bonheur des dames*. A mon avis *Germinal* est de loin, le meilleur roman de la série les *Rougon-Macquart* : il me semble que c'est le plus réaliste dans la description des mineurs, de leurs conditions et aussi de la condition des

«femmes vêtues à enfanter». Même si à l'école on en parle, Zola l'a mieux dépeint. De plus, il a vécu cette époque. Il ne faut pas oublier qu'avant d'écrire ce roman, il a fait des «stages» à la mine, pour mieux se renseigner, il a même été jusqu'aux postes les plus durs, les plus insalubres. Il n'a donc, à mon avis, pas écrit à la légère. Ce qui renforce la description d'exploitation qu'on n'aurait sûrement pas aperçu dans d'autres romans. En histoire, le prof nous a même lu un passage de *L'Assommoir* pour illustrer un cours sur la condition du prolétariat ouvrier sous le second empire.

D'ailleurs, toutes les personnes avec qui on en a parlé étaient de l'avis qu'Emile Zola s'était attaché à dénoncer la condition réservée au peuple.

exactitude ce qu'il veut représenter. Le naturaliste et le chimiste se retirent du monde, mais ils s'enferment dans leurs laboratoires pour pouvoir examiner de plus près les êtres et les choses qui les intéressent et qu'ils désirent connaître. Par contre, quand Zola vit et crée au fond de sa retraite d'ermite, il s'éloigne des êtres et des choses qui sont l'objet de ses études ; il est ainsi obligé de «peindre de chic», pour me servir de cette locution des peintres (...).

En somme, Zola agit comme les reporters des journaux. Dès qu'un événement se produit, ils accourent, sans préparation aucune, ne perdent pas de temps à étudier leur sujet, doivent tout embrasser d'un regard ; c'est pourquoi ils ne voient que les apparences des phénomènes qui ne peuvent échapper à personne. Ils sont incapables de suivre les faits dans leur développement essentiel, de remonter à leurs causes, de saisir la complexité de leurs actions et de leurs réactions. Il ne faut pas s'étonner de ne trouver dans leurs remarques, comme dans celles de Zola, que peu d'observations originales.(...).

\* Un des pionniers de l'introduction du marxisme en France.

A l'annonce par Amnesty international du massacre des jeunes Centrafricains le 18 avril, le ministre François-Poncet s'est montré le digne successeur de Guiringaud qui n'avait cessé de mentir sur les interventions françaises en Afrique. Le ministre a en effet promis d'agir avec «efficacité et discrétion» dans le «respect de l'indépendance» de l'«Empire» de Bokassa. Quelle hypocrisie. Comme si l'impérialisme français ignorait les méthodes de Bokassa depuis treize ans qu'il le soutient ! Comme si l'ambassade de France n'avait pas fourni un rapport détaillé dès le 20 avril !

En fait Giscard se trouve dans une situation très difficile. Bokassa qui était un pilier de sa politique africaine et qu'il devait rencontrer à la conférence franco-africaine de Kigali se trouve aujourd'hui dans un état de faillite interne et de très grand isolement extérieur. En dénonçant ce régime au nom des «droits de l'homme», Carter essaie de tirer son épingle du jeu. Selon des militants anti-impérialistes centrafricains, l'URSS n'est pas en reste, elle se préparerait, y compris à une intervention.

Comme beaucoup de régimes qui ont renversé les gouvernements africains issus de l'indépendance, le régime de Bokassa est né par un coup d'Etat militaire en janvier 1966. En fait, c'est un peu le hasard qui a mis au pouvoir cet ancien adjudant de l'armée coloniale française, qui appelait De Gaulle «papa» et continue à se considérer «citoyen français». L'impérialisme français, qui avait plutôt misé sur Izamo, commandant de la gendarmerie, pour contrecarrer un coup d'Etat pro-américain, se rabattit en catastrophe sur Bokassa.

Lorsque Bokassa arrive au pouvoir, l'impérialisme français impose encore des relations de domination sans partage à la République centrafricaine. Mais le début des années 70 voit apparaître très nettement l'intervention des autres impérialismes dans les anciennes chasses gardées de l'impérialisme français, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Avec la diversification de leurs relations et la montée des revendications du Tiers Monde, les classes dirigeantes se détachent plus ou moins de l'impérialisme français. Paradoxalement, Bokassa, à l'origine valet de l'impérialisme français, se met à ruer dans les brancards : il opère des confiscations, qu'on ne peut d'ailleurs qualifier de nationalisations, puisqu'elles se font presque exclusivement à son profit personnel. En 1970, il expulse tous les ressortissants français travaillant dans les sociétés d'extraction de diamant, il exproprie ces sociétés afin d'avoir personnellement le contrôle du diamant.

Cette crise des relations avec la France sont l'occasion de tentatives de pénétration des deux superpuissances particulièrement intéressées par la découverte du gisement d'uranium de Bakouma. Les USA s'associent à Bokassa pour l'exploitation du diamant avec le Diamond Distributors. Les Etats-Unis tentent en même temps de contrôler l'uranium par l'intermédiaire de la société suisse Aluisse dont il contrôlent les capitaux.

C'est par des méthodes qui leur sont propres que les Soviétiques, quant à eux s'infiltrèrent dans le régime de Bokassa : développement de liens culturels (envois de coopérants), aide militaire, organisation des services de renseignements. En 1976, quand Bokassa crée son «parti révolutionnaire», Brejnev a des hommes à lui au plus haut niveau de l'appareil d'Etat et des services de propagande, comme le ministre de l'«information» Yangongo.

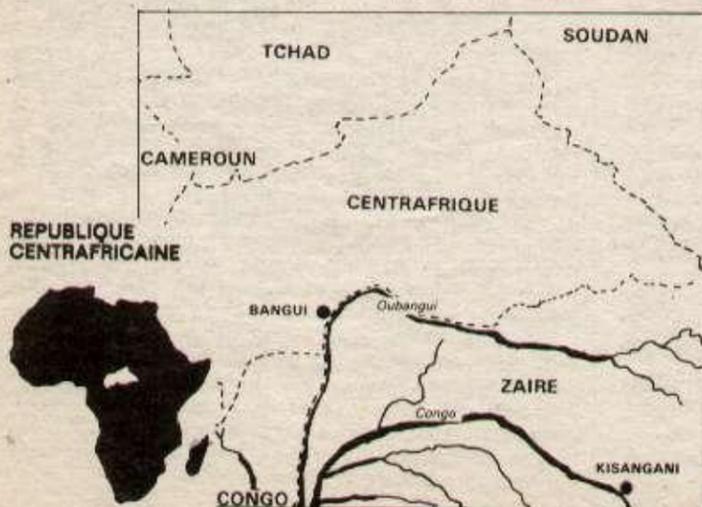
#### AVEC GISCARD, LE RETOUR EN FORCE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Quand Giscard arrive au pouvoir,

le Centrafrique est donc un point névralgique. C'est en RCA que le président français va effectuer sa première visite officielle en Afrique, qui coïncidera avec la deuxième conférence franco-africaine, où pour la première fois Giscard proclamera son «grand» dessein de «coopération sans impérialisme». Comme avec Senghor, Houphouët-Boigny et Mobutu, Giscard établit des relations personnelles avec Bokassa dont il ménage la susceptibilité et flatte la mégalomanie. Les voyages officiels alternent avec les visites privées, safaris, des proches de Giscard ayant d'ailleurs acheté de vastes zones de chasse dans le pays. Pendant toute cette période, bien entendu, on n'ignore rien des méthodes sanguinaires de Bokassa : arrestations et exécutions sommaires dans les prisons dont le dictateur garde la clé sur lui, bastonnades à mort, oreilles coupées, etc. Mais, tant que la grande presse n'en parle pas, l'impérialisme français n'est pas gêné : il s'agit de flatter le dictateur pour regagner du terrain en Centrafrique. En 1976, le commissariat français à l'Energie atomique enlève aux USA le contrat pour l'exploitation de l'uranium.

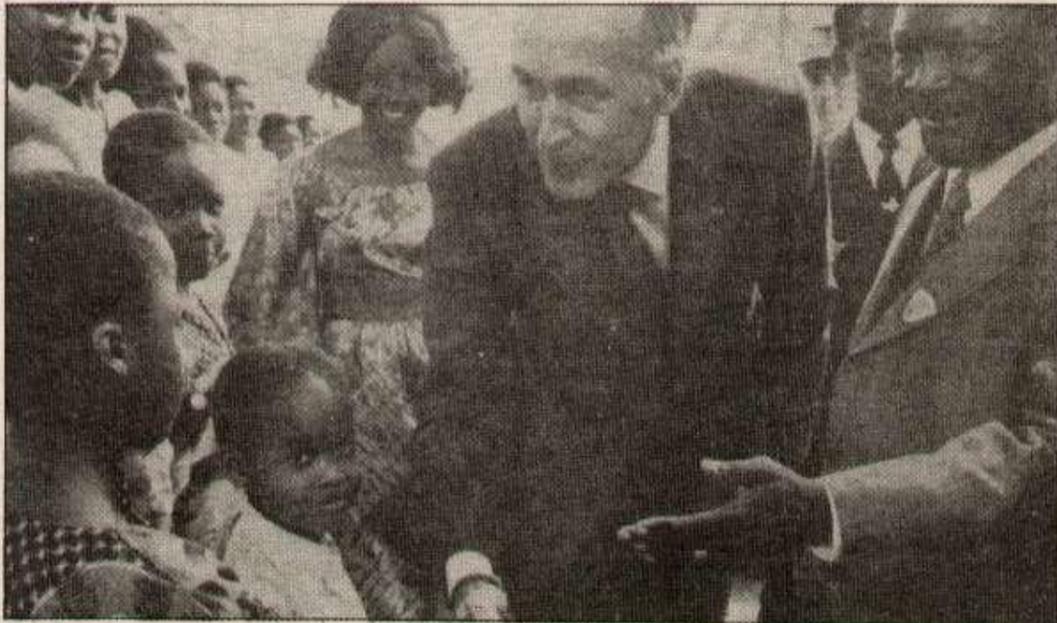
Pour les mêmes raisons, quand en décembre 1977, Bokassa veut devenir empereur et organise son sacre, alors que l'opinion publique africaine et internationale s'indigne de cette mascarade, Giscard n'hésite pas à soutenir et financer l'entreprise grotesque du dictateur. C'est le budget français qui va largement contribuer aux frais énormes du sacre, qui de plus bénéficie des conseils du chef de protocole de l'Elysée, tandis que Galley, ministre de la Coopération, est embauché comme figurant à la cérémonie impériale. Dès cette époque, Carter ne rate pas l'occasion de montrer son mécontentement du rapprochement de Bokassa avec la France. Au nom des «droits de l'homme» et de considérations morales, il désapprouve publiquement le sacre de Bokassa et rappelle pendant quelques mois son ambassadeur à Bangui.

Depuis, le soutien de Giscard à Bokassa ne s'est pas démenti. Il semble qu'il ait espéré, à la faveur de l'instauration de l'«empire», écartier un peu le dictateur de l'exercice réel du pouvoir, qui aurait été alors assuré par le premier ministre Ange Patassé, jugé par la France plus «capable et réaliste». Mais Patassé fut congédié en juillet 1978. Giscard a donc continué à jouer la carte Bokassa. C'est avec lui, et avec le président tchadien Malloum, ainsi que le premier ministre gabonais, qu'il a engagé en août 78 des discussions secrètes pour mettre sur pied la «force d'intervention interafricaine» qu'il entend patronner.



## CENTRAFRIQUE

### Répression du mouvement populaire de janvier, massacre du 18 avril



# LE REGIME DE BOKASSA AUX ABOIS

- La dictature est soutenue depuis 13 ans par l'impérialisme français
- Grandes manœuvres des deux superpuissances

#### LE MOUVEMENT POPULAIRE DE JANVIER

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'instauration de l'«empire» n'a pas été l'annonce d'une période faste pour le peuple centrafricain. Depuis 1977, la situation économique et sociale est catastrophique. Alors que les cours mondiaux du café ont monté en flèche, Bokassa et sa caste qui en contrôlent la commercialisation se sont enrichis sur le dos des paysans qui n'ont nullement profité de cette hausse. Nombreux sont les paysans qui boycottent les cultures d'exportations. De même l'uranium et le diamant ne tiennent pas leurs promesses à cause des difficultés d'exploitation et de transport. La dette extérieure dépasse 70 milliards de francs CFA. Cette situation s'est traduite par une hausse de prix vertigineuse des produits de première nécessité et une incapacité de l'Etat à payer ses fonctionnaires.

Début 1979, le mécontentement devenait général : grèves ouvrières, grèves des fonctionnaires et des enseignants. Cela malgré le flicage généralisé de la population par la police secrète de Bokassa. C'est dans cette atmosphère qu'a éclaté le mouvement populaire de janvier. A partir d'une manifestation des étudiants contre l'obligation de porter l'uniforme et contre la répression, c'est une révolte populaire qui a éclaté le 16 janvier dans la capitale, Bangui. Cette révolte mettait directement en cause le régime, s'en prenant aux bâtiments officiels, aux voitures des ministres et aux propriétés de Bokassa. Le dictateur n'a pu l'endiguer qu'en faisant tirer au mortier et à la mitrailleuse sur la foule, faisant probablement plus de 200 morts.

Depuis, le mouvement populaire ne s'est pas apaisé. De février à avril, les mouvements de grève de la fonction publique se succèdent. Le dictateur doit, une fois de plus, faire appel au budget français qui avance la paye. A la campagne, les paysans se révoltent parce que le gouvernement prétend les payer par chèques alors qu'il n'y a aucun réseau bancaire dans le pays. Le mouvement de la jeunesse reprend dans les lycées et à l'université que Bokassa fait fermer. C'est le 18 avril que la garde personnelle et les flics du dictateur cernent plusieurs quartiers populaires pour s'y livrer à une chasse aux écoliers et aux

étudiants. Au moins une centaine d'entre eux, suivant l'Union nationale des étudiants centrafricains et Amnesty International, sont morts sous la torture.

#### L'APRES-BOKASSA A L'ORDRE DU JOUR

Après le mouvement populaire de janvier, la révélation du massacre des jeunes de Bangui, le 18 avril, rend de plus en plus fragile la position de Bokassa, dont la faillite interne est évidente, tandis que son isolement international s'accroît. Bokassa lui-même adopte une attitude qui paraît incohérente, rompant en janvier ses liens avec la Libye, qu'il accuse de soutenir l'opposition, pour les rétablir en avril en soutenant la politique de Khedafi au Tchad. De même, le dictateur, étroitement tributaire de l'aide française, prétendait venir à la conférence franco-africaine en déposant une plainte contre la France parce que la presse a rendu compte de la situation de l'«Empire» !

Carter, qui a inscrit le Centrafrique parmi les dix pays du monde auxquels l'aide américaine est refusée parce qu'ils ne respectent pas les droits de l'homme, a convoqué le chargé d'affaires centrafricain pour lui demander des explications sur le massacre du 18 avril. Encore plus qu'au Zaïre, Carter entend se désolidariser de Giscard : il estime que son soutien à Bokassa est néfaste et dangereux pour les intérêts occidentaux. Rien n'indique pour autant que l'impérialisme US ait aujourd'hui une solution de remplacement.

La position de Giscard est très difficile. Alors qu'en théorie, la «force interafricaine» pourrait intervenir au secours de Bokassa, une telle opération de maintien de l'ordre dirigée contre le mouvement populaire serait politiquement désastreuse et ne résoudrait rien. L'Elysée multiplie actuellement les manœuvres d'approche en direction d'anciens ministres comme Patassé ou madame Domitien. Mais ce personnel politique est trop discrédité pour désamorcer le mécontentement populaire.

#### LE DANGER D'INTERVENTION SOVIETIQUE

Des militants anti-impérialistes

centrafricains que nous avons rencontrés estiment que, dans la situation actuelle le danger d'une intervention soviéto-cubaine n'est pas du tout négligeable : «A la suite du mouvement de janvier, le soi-disant «FPL» (Front Populaire de libération de Centrafrique) a développé ses activités. Il s'agit d'une organisation pro-soviétique implantée au plus haut niveau de l'appareil d'Etat. Son dirigeant est Yangongo, ministre de l'«Information et de l'Orientation» depuis 1974. Celui-ci qui a été partie prenante de la répression et de la corruption, se présente aujourd'hui comme dirigeant de l'opposition. Bokassa vient de l'emprisonner.

Ce «front» a une branche extérieure, basée au Congo. Selon nos informations, se prépare à partir de ce pays une intervention extérieure, avec des troupes cubaines qui y sont restées depuis l'intervention en Angola de 1975-1976. Bokassa lui-même aurait mis en garde à ce sujet le premier ministre congolais Yombi Opango au dernier sommet de l'UDEAC (Union douanière des Etats d'Afrique Centrale). Opango qui aurait promis sa non-ingérence, a été depuis renversé et remplacé par une équipe qui glisse vers des positions de plus en plus proches du social-impérialisme. Ces militants anti-impérialistes centrafricains estiment que la situation du régime de Bokassa est tellement compromise qu'une intervention de ce type n'est pas à exclure. Elle pourrait d'ailleurs servir de prétexte à une intervention occidentale, comme ce fut le cas au Zaïre. La situation évoluera-t-elle jusque-là ? Il faudra, en tous cas, être attentif à tous ses développements.

En tous cas, par le mouvement qu'il a déclenché contre le dictateur depuis janvier, le peuple centrafricain a créé les conditions de la chute de Bokassa. Aujourd'hui, si les superpuissances et l'impérialisme français qui ont soutenu Bokassa dans le passé proposent des «solutions», avec différents moyens politiques et militaires, ce n'est que pour mettre en place de nouveaux dirigeants favorables à leurs intérêts contre le peuple centrafricain.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

# LA LAINIERE DE ROUBAIX OCCUPÉE POUR LE 13<sup>e</sup> MOIS ET LES SALAIRES

Dès lundi 14, dans l'après-midi, un débrayage avait lieu dans une salle très importante, la filature anglaise. Les revendications : l'amélioration des conditions de travail (il y a des charges de plus en plus importantes) et les salaires : 1,50 F de l'heure

L'intersyndicale qui existait de façon formelle s'est consolidée pour prendre en main la lutte, ce qui a renforcé la mobilisation des ouvriers. Des assemblées générales, qui regroupaient au moins 600 ouvriers, furent tenues dans le grand couloir de 600 mètres de long. Ça discutait par paquets, c'était net : il fallait étendre le mouvement. Une revendication commune, le 13<sup>e</sup> mois, est apparue. Le mercredi 16 les délégués CGT, CFDT et FO passent dans les salles : supperbas, plautonage, filature 51, retorderie, bobinage-conique, peignage, nappeuse, etc. (50 salles) où les ouvriers débrayaient massivement ; un cortège se forme d'une salle à l'autre. Toutes les machines s'arrêtent et une manifestation se déroule à l'intérieur de l'usine.

## FRAPPER LES PETITES ABSENCES

Il faut dire que la semaine dernière, la direction avait proposé une

modification de la prime de production en maintenant 2 % pour la production et 5 % en prime d'assiduité, qui serait supprimée en cas de 8 heures d'absence, pour soi-disant lutter contre l'absentéisme, quel que soit le motif de l'absence (accident, maladie, service militaire, maternité, retard ou intempérie). Il s'agissait de frapper les petites absences ; pourtant les absences à la Lainière ne dépassent pas 10 %, ce qui est le taux normal.

## LES MÊMES REVENDICATIONS

Cela, joint au mécontentement des autres secteurs, a été la goutte d'eau de trop. Aussi, l'équipe de nuit, mercredi soir, décidait d'occuper.

La grève s'est étendue rapidement, et jeudi l'équipe de l'après-midi venait renforcer l'équipe de nuit. Une très grande détermination anime tous les ouvriers, unis pour les mêmes revendications : le 13<sup>e</sup> mois, 1,50 F de plus par heure

pour tous. Le soir l'équipe de nuit se mettait en grève sur les mêmes revendications : il s'agit d'une salle très importante regroupant plusieurs centaines d'ouvriers. Mercredi une salle voisine, la salle 300, débraye à son tour.

pour tous, amélioration des conditions de travail. Les syndicats proposent qu'une commission examine avec les ouvriers concernés, salle par salle, avec la direction, les points précis sur les conditions de travail. Il y a une très forte volonté de lutte, surtout chez les ouvriers de nuit et chez les ouvriers venant des mines, qui forment un pôle très dynamique.

## MULTIPLES PROVOCATIONS

La direction, qui rejette toute négociation, se livre à toutes sortes de provocations. Ainsi elle a essayé de soulever une porte qui était fermée depuis longtemps. Tout de suite un gros piquet de grève s'installe, les cadres tirent les ouvriers pour les faire rentrer ; aussitôt les ouvriers les interpellent sur leur 13<sup>e</sup>, les cadres le touchent. Les cadres font demi-tour, pour revenir un peu plus tard, détruire une barricade dans une entrée secondaire. Mais les ouvriers la reconstruisent aussitôt : la direc-

tion a fait appel à un huisier pour faire constater que les portes étaient fermées, et pour prendre une liste d'ouvriers voulant travailler (une trentaine). Elle a assigné des délégués et des ouvriers en justice. La direction qui avait reçu les ouvriers de la filature anglaise, leur a fait tout un discours sur la crise pour justifier son refus de négocier. Et puis le directeur général est en Allemagne et ne semble pas décidé à revenir.

## PLUSIEURS BOÎTES BOUGENT A ROUBAIX

La détermination des ouvriers est renforcée par la combativité qui se fait jour à Roubaix, où plusieurs entreprises ont débrayé cette semaine sur les conditions de travail et les salaires : Collier Delahoutr, Tapis Saint-Maclou qui sont venus à la Lainière et qui parlent d'occuper leur usine, Philidar et deux autres usines du groupe Prouvost, l'usine Pierre Curi et Penneil Flippo.

D'après corr. Lainière

## ● Suites judiciaires du 23 mars

La chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris a décidé, mercredi 16 mai, de maintenir en prison Pierre Lamy. Cet agent hospitalier écroué depuis le 12 avril nie les faits qui lui sont reprochés. Il est accusé d'avoir donné des coups de pieds à un gendarme qui a eu le nez fracturé lors de la manifestation du 23.

Sans plus de preuves, cette chambre a par ailleurs fait incarcérer un vacataire de la ville de Paris, Alain Mahé. Ce vacataire de 19 ans ira en prison pour avoir jeté une bouteille à un policier, sur le seul «témoignage» du policier.

## ● Solmer (Fos-sur-Mer) : l'inspection du travail refuse deux licenciements pour fait de grève

Alors que la direction de la Solmer a fait placer une charge d'arrêt de 800 tonnes dans le haut-fourneau n°2, charge qui devrait le bloquer pour une durée assez longue, la lutte se poursuit sur le site de Fos. La journée de jeudi a surtout été consacrée à la popularisation sur les marchés : diffusion de tracts et collectes. Ce vendredi, les sidérurgistes de Fos se rendaient à Cannes, où le festival cinématographique bat son plein. Ils avaient l'intention de faire parler d'eux à cette occasion.

Par ailleurs, l'Inspection du Travail a refusé le licenciement de 2 militants, celui de Claireau (de la CFDT) et de Dees (de la CGT). Cette décision, qui peut être remise en cause par d'autres instances (en particulier ministérielles) est pour l'instant une première victoire !

## ● En juin, semaine d'action CGT-CFDT sur les 35 heures

«La CFDT et la CGT se sont rencontrées le 14 mai. Cette rencontre avait pour objet, dans le cadre des actions en cours, de donner une suite à la campagne commune sur l'objectif des 35 heures». A l'issue de cette réunion, les deux confédérations ont décidé du principe d'une semaine d'action du 11 au 16 juin. «Elle sera marquée par des arrêts de travail et des manifestations dont la durée et la forme seront déterminées par les syndicats et les organisations interprofessionnelles avec l'appui des fédérations».

## Lyon-Gerland : contre les fermetures de classes

### Conférence de presse des parents

Jeudi 17 se tenait à la MJC de Gerland une conférence de presse du Comité de coordination des Conseils des parents d'élèves du 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon (Fédération Cornec). Cette conférence avait pour but d'informer largement sur les problèmes que rencontrent les écoles.

Sur le Rhône, en septembre, 100 fermetures définitives de classes et 99 blocages (fermetures déguisées) ; 235 postes seraient nécessaires. La réponse de Beullac : aucune création budgétaire. Chaque jour, cet hiver, 2 500 élèves étaient sans instituteur, leur maître n'étant pas remplacé. Depuis 1951, le pourcentage de recrutement des maîtres remplaçants n'a pas changé (7 % des titulaires). Quand on sait que le métier d'enseignant s'est féminisé, donc que les congés ont augmenté (congés maternité, qui ont allongé de deux semaines), on ne peut plus s'étonner d'une telle situation ! La «revalorisation» de la fonction d'instituteur, prônée par Beullac, revient à allonger d'un tiers la formation... et à baisser de deux tiers le recrutement des normaux. Economiser sur les besoins de l'école publique, se servir pour cela de la «globalisation», manœuvrer pour justifier les fermetures, c'est pour le gouvernement le moyen de dégager une élite et faire un avenir de chômage, d'OS, aux enfants des

travailleurs. Un système éducatif qui réponde aux besoins du patronat, qui soit rentable, voilà ce que veulent les Giscard, Barre, Ceyrac...

Mais les parents d'élèves et les enseignants réunis ne l'entendent pas de cette oreille. La conférence de presse marque pour eux une étape dans leur lutte, qu'ils continueront encore plus fermement, au coude à coude pour refuser cette politique, pour imposer au gouvernement un avenir et un enseignement décent à leurs enfants.

La «globalisation» : soit deux écoles, une école A, une école B. Avant la «globalisation» : école A, 5 classes, effectif 120, prévisions d'effectif 116. Donc maintien des 5 classes. Ecole B : 6 classes, effectif 150, prévisions 146. Donc maintien des 6 classes. Beullac globalise : école A + école B = 262 prévisions. Or l'effectif minimum pour le maintien de 11 classes est de 281. Résultat : une fermeture proposée.

Corr. Lyon-Gerland

Le 17 mai à Lyon, à l'appel de 26 organisations

# Plusieurs milliers de travailleurs pour la journée interprofessionnelle d'action

«Soutien total aux femmes de ménage», «intérim, sous-traitance, esclavage moderne», «non aux inculpations, oui les femmes de ménage vaincraient»... Ces mots d'ordre scandés par au moins 500 manifestants, travailleurs, étudiants ou enseignants traduisaient la solidarité nouée autour de la cinquantaine de travailleuses immigrées de l'INSA ce jeudi 17 mai lors de la manifestation interprofessionnelle. Repartant vers l'INSA pour demander au directeur une réponse positive à leurs revendications, les femmes de ménage, dans un cortège coloré et combatif, ont regroupé derrière elles nombre de travailleurs et d'étudiants, qui sont toujours en grève par solidarité.

Ce jeudi 17 mai était une journée de grève nationale de l'Education nationale et de la fonction publique, mais c'était aussi dans le Rhône une journée interprofessionnelle d'action dans la lignée des Etats Généraux du 7 février. A

l'appel de la CGT et de la CFDT, de la FEN et de 24 autres organisations, de cadre de vie, de quartiers, familiales, etc., 5 cortèges de plusieurs milliers de manifestants ont convergé vers 10 heures 30 devant l'esplanade de FR3 dans le centre administratif et commercial de la Part-Dieu.

Les métallos, Berliet en tête, avaient relativement bien débrayé et dans l'ensemble, cette journée d'action a pu permettre qu'une certaine volonté de lutte s'exprime. Ceci dit, il semble que l'on ait assisté ce jeudi matin à la dernière manifestation interprofessionnelle d'avant les congés. Mais il appartient à tous les syndicalistes qui veulent vraiment que l'action débouche sur des résultats concrets d'œuvrer à ce que cette bonne participation de travailleurs aux manifs de ce jeudi ne reste pas sans lendemain. Citons quelques mots d'ordre diffusés par les sonos CFDT et repris assez



La journée du 17 mai à Lyon était dans la lignée des Etats-Généraux pour l'emploi dans le Rhône le 7 février dernier (notre photo).

massivement : «Les hors statuts, on n'en veut plus !» «titulaires, vacataires, auxiliaires, même combat!» «du temps pour vivre et du travail pour tous!», et devant FR3, un mot d'ordre bien choisi : «A la télé comme ailleurs, le droit de grève on le gardera».

Notons un point positif : dans le cortège de la Santé, alors que la sono CGT lançait le mot d'ordre «Avec la CGT, pour les

libertés», un second mot d'ordre l'a aussitôt couvert (unité syndicale) lancé y compris par les militants de la CGT ! Comme dans beaucoup d'autres cortèges, la volonté unitaire était décidément plus forte que celle d'affirmer de façon tapageuse son appartenance syndicale...

Michel BERTEL